

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

«Roulette russe» au seuil de la Troisième guerre mondiale?

Les Etats-Unis et l'OTAN jouent l'escalade des armes

par Karl-Jürgen Müller

Il y a plus d'un siècle, soit un an après la fin de la Première Guerre mondiale, *Alfred Adler*, fondateur viennois de la «Psychologie individuelle» [qui étudie les facteurs *sociaux* décisifs et leur influence sur l'individu] publia un article – pertinent aujourd'hui encore – sur les causes de l'hystérie nationaliste qui agite les foules au seuil d'une guerre, et ce tout en prenant la défense du petit peuple objet de généralités accusatrices.¹ Adler écrivit:

«Chaque jour, dans les écoles, on avait bourré le crâne de ces gens avec la vénération inconditionnelle de la famille impériale. [...] Les manuels d'histoire trafiqués vantaient la gloire guerrière de la patrie toute entière [...]. On bâillait d'ennui dans les sociétés pacifistes; aucun esprit, aucun souffle populaire ne se faisait sentir dans le sens contraire. Journaux et revues, politiciens et partis, tous se disputaient les faveurs des dirigeants. [...] Pendant des décennies s'est poursuivi le dressage d'un peuple anesthésié, éduqué à douter de lui-même et à l'obéissance à la hiérarchie.

C'est alors que la guerre éclata, sans qu'on sache exactement d'où elle venait.

Selon toutes les règles d'un art de la guerre bien rodé, on couvrit la tête du peuple d'un voile opaque. Une fois de plus, les rues se remplirent de bruits de bottes, des fanfares défilèrent dans les rues, tandis que des abrutis à moitié idiots débitaient des discours incantatoires dans lesquels il était beaucoup question de leur noblesse à eux et de l'infamie de ceux d'en face, ainsi que d'une guerre très brève et d'une victoire éclatante.

Le peuple croyait entrevoir une lumière au travers de ce voile épais, mais ne ressentait pour l'instant que son impuissance. C'est alors que l'état-major commença à diffuser des informations mensongères. On parlait de puits empoisonnés, de ponts détruits en plein arrière-pays, de loyaux citoyens des frontières morts dans les tortures. Viols, pillages, crucifixions, incendies, coups bas éhontés, utilisation d'armes meurtrières interdites, tout cela imputé à l'ennemi, on n'en finissait plus. [...]

La censure étendait son réseau de fer sur la ville et la campagne. [...] Un mot de critique, même prononcé avec les meilleures intentions, semblait ou était menacé de conséquences imprévisibles.»

Enfin: «Il manquait à ce peuple, sur la tête duquel on avait jeté une couverture, le lien unificateur de la confiance mutuelle, un sentiment communautaire fort et éduqué, qui seules auraient pu encourager aux exploits ouverts de la résistance.»

Ne serait-il pas intéressant de transposer ces réflexions dans notre contexte actuel? La propagande antirusse n'a pas attendu le 24 février 2022 pour nous inonder de déchets. Nous a-t-on à nouveau jeté un «voile opaque sur la tête»? Nos faiblesses humaines nous empêchent-elles à nouveau de résister?

30 ans déjà que les Etats-Unis veulent affaiblir la Russie

Les efforts du gouvernement américain, des pays de l'OTAN et de leurs alliés pour soumettre ou détruire la Russie post-soviétique remontent au début des années 1990. Officiellement, on parlait alors de fin de la guerre froide, mais en réalité, on œuvrait en faveur de la «seule puissance mondiale», les Etats-Unis et leur domination mondiale. Le durcissement de la politique occidentale à l'encontre de la Russie s'est produit lorsque

«C'est de la folie, parce que si vous considérez quoi que ce soit d'un point de vue rationnel, si vous regardez l'emplacement de l'Ukraine sur la carte, la première conclusion qui vous vient à l'esprit est: Mon Dieu, mais quelle merveille! Vite, mettons en place une Ukraine neutre! La neutralité de cet endroit signifie des centaines de kilomètres entre les troupes de l'OTAN en Europe de l'Est et les troupes russes en Europe. Ne serait-ce pas une bonne chose? Bien sûr que oui!

Et qu'avons-nous fait à la place? Anéanti cette option. Nous nous y sommes opposés parce que l'objectif n'était

ni de promouvoir la paix, ni d'instaurer la stabilité, ni de trouver un équilibre des forces et des intérêts avec lequel chacun puisse vivre, mais la destruction d'un autre pays. Alors, pourquoi se montrer surpris de la réaction des Russes?

Oui, c'est de la folie. A leur place, je réagis de la même manière que les Russes, et je pense que nous devrions nous attendre à ce que les Russes répondent de la même manière à nos nouvelles attaques, étant donné leurs armes à longue portée.»

(Douglas McGregor, entretien avec Glenn Diesen)

les dirigeants politiques de ce pays ont refusé de voir leur pays continuer à se détériorer et être saccagé. A la place, la Russie misait sur sa reconstruction, son autonomie et ce que la Charte des Nations unies avait proclamé pour tous les Etats membres après la fin de la Seconde Guerre mondiale: l'égalité des droits.

Le rôle de l'Ukraine: tenir, de toute évidence «jusqu'au dernier Ukrainien»

Depuis la dissolution de l'Union soviétique, l'Ukraine était censée jouer un rôle central dans l'affaiblissement de la Russie – comme cela avait déjà été le cas dans les années qui ont suivi 1945 – ce que *Zbigniew Brzezinski* a reconnu en 1997 dans son livre (première version en anglais), publié ensuite en français en 2000 sous le titre «Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde», témoignage en éclatante confirmation.

Dès 2014, les Etats-Unis, l'OTAN et l'UE ont déclenché une guerre par procuration entre l'Ukraine et la Russie. Il fallait donc faire de la Russie un paria au niveau international en utilisant le concept de propagande de la «guerre d'agression brutale en violation du droit international», de «l'agression injustifiée» contre la «victime» (l'Ukraine) et l'isoler en la poussant à la ruine sur le plan économique, notamment au moyen des sanctions. Tout cela n'est pas de la propagande russe, on peut le prouver.

Cependant, le plan a échoué et ses protagonistes se retrouvent face à un champ de ruines. Mais au lieu d'admettre son propre échec et de corriger son orientation politique, l'Occident mise désormais manifestement sur l'escalade. Sur une escalade de la propagande ... et sur une escalade sur le champ de bataille.

Folie politique – l'histoire ne nous a-t-elle rien appris?

L'histoire sait jusqu'où peut mener cette folie politique. Fin 1941, l'Allemagne nationale-

«Toutes nos tentatives se sont donc retournées contre nous. Dans une discussion rationnelle [...] où il s'agira de réexaminer toutes les mesures que nous avons prises et considérer les actions des Russes, la chose à dire serait: discutons! A ce stade, arrêtons toutes les opérations. Arrêtons les opérations. Organisons une rencontre avec les représentants de la Russie, nous, les Etats-Unis, et discutons de ce qui peut être fait pour mettre fin à ce conflit. Mais non, au lieu de cela, nous avons déclaré qu'il était hors de question que nous agissions ainsi!

Cela signifie qu'on considère l'arsenal à notre disposition et qu'on le scrute pour voir ce que nous pouvons utiliser, en dehors des armes nucléaires, qui puisse nuire

socialiste et ses plans de guerre contre l'Union soviétique se trouvaient face à un désastre. La «guerre éclair» allemande contre l'Union soviétique avait échoué aux portes de Moscou. Les puissances anglo-saxonnes, longtemps courtisées par Hitler, mais qui l'avaient également longtemps protégé, s'étaient désormais dressées contre l'Allemagne nationale-socialiste avec l'atout de l'entrée en guerre des Etats-Unis fin 1941. Et ces puissances anglo-saxonnes voulaient à présent concrétiser leur sinistre projet, à savoir pousser l'Allemagne et l'Union soviétique à l'extermination mutuelle, dans une guerre interminable et menée avec une extrême brutalité. Suite à sa nouvelle défaite à Stalingrad, début 1943, l'Allemagne déclara la guerre «totale» avec un seul objectif: massacres et destructions partout où ce serait possible.

Un entretien révélateur: Glenn Diesen et Douglas McGregor

Le 15 septembre dernier, un entretien de 42 minutes entre le politologue norvégien *Glenn Diesen* et l'ancien colonel de l'armée américaine *Douglas Macgregor* a été mis en ligne sous forme de vidéo³ et, quelques jours plus tard, le 21 septembre, en format texte traduit en allemand par *seniora.org*⁴, ce dont nous le remercions. Il faut absolument lire ce texte détaillé.

La guerre en «phase Biden»

Les deux interlocuteurs s'accordent à dire que le plan des Etats-Unis et de l'OTAN, qui consistait à infliger une défaite militaire à la Russie en menant une guerre terrestre avec des troupes ukrainiennes et des armes occidentales, a jusqu'à présent échoué. La «grande offensive» ukrainienne contre les positions russes a fait des dizaines de milliers de victimes et entraîné de considérables destructions de matériel de guerre pour l'Ukraine, sans pour cela être un succès militaire. L'Ukraine manque désormais de

aux Russes au maximum pour les inciter ainsi, c'est donc cette théorie, à coopérer et à négocier avec nous. – Ce qui est évidemment absurde, car en l'occurrence, le problème ne concerne pas les armes, mais le territoire. Il s'agit de la présence de l'OTAN et des capacités de l'OTAN aux frontières de la Russie.

C'est malheureusement ce dont nous ne voulons pas parler. Nous ne voulons même pas accepter la possibilité que l'Ukraine puisse être autre chose qu'un membre de l'OTAN. Alors, sur quelle base négocier dans ces circonstances? Quelle serait la base des débats? Quelle serait la base des entretiens? Je n'en vois pas.»

(Douglas McGregor, entretien avec Glenn Diesen)

troupes pour poursuivre une guerre terrestre massive.

Glenn Diesen et Douglas McGregor parviennent donc à la conclusion que la guerre est en train de passer du stade «guerre d'Ukraine» à celui que McGregor appelle la «phase Biden de la guerre»: ceci, avant tout, grâce à la livraison et à l'utilisation de missiles capables de frapper à longue portée en Russie; des armes qui ne sont toutefois pas opérationnelles sans la participation directe des Etats-Unis ou de l'OTAN.

Les Etats-Unis et l'OTAN sont donc à présent parties prenantes de la guerre.

La Russie ne saurait accepter, sans réagir ou de façon purement défensive, cette grave menace pour son propre pays et peut-être même pour les installations nucléaires russes. Elle sera donc contrainte de passer à la contre-offensive militaire, le pays en ayant la capacité militaire: à l'intérieur de l'Ukraine, bien sûr, mais éventuellement avec l'objectif aussi de frapper des bases américaines et de l'OTAN stratégiquement importantes aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France ou en Allemagne – bien que Poutine ait jusqu'à présent tout fait pour éviter l'affrontement direct avec l'OTAN en dépit de toutes les provocations, ayant probablement misé jusqu'à présent sur un déclin économique dans les pays de l'OTAN et leur supposée disposition à céder.

Mais il serait également envisageable que des pays amis et alliés de la Russie (McGregor cite la Corée du Nord, des alliés au Proche-Orient et cinq pays d'Amérique latine) mènent des attaques contre les Etats-Unis.

Délire occidental

Jusqu'à présent, Diesen et McGregor excluent tout affrontement nucléaire délibéré. Même à Washington, on sait encore qu'une guerre nucléaire entraînerait la destruction du monde entier. Et la Russie n'utilisera pas d'armes nucléaires tant qu'elle n'en aura pas été elle-même la cible. En raison de leurs capacités militaires limitées et du niveau élevé de l'armement russe, ni les Etats-Unis ni l'OTAN dans son ensemble ne seraient en mesure de mener une guerre conventionnelle ouverte contre la Russie. Glenn Diesen et Douglas McGregor évoquent donc le manque de rationalité de la part des dirigeants politiques américains, mus par l'obsession de nuire à la Russie de toutes les manières possibles – sans réfléchir aux conséquences. Le fait que le peuple américain, fort de bons arguments, ne veuille pas d'une guerre contre la Russie n'a jusqu'à présent rien changé. Washington se trouve entre les mains du parti de la guerre.

On ne sait pas encore quelle sera la réaction de la Russie et quelles sont les conclusions au sein de la direction politique et militaire russe. En revanche, une chose est claire: le passage de la guerre par procuration à la «phase Biden de la guerre» revient à jouer à la «roulette russe» avec une troisième guerre mondiale – et donc la prévisible défaite de l'Occident, avec toutes les conséquences catastrophiques pour les populations, notamment dans nos pays occidentaux. Les habitants des pays européens paient déjà un lourd tribut à la guerre dont sont responsables leurs gouvernements.

Ne pas attendre qu'il soit trop tard

Dans l'article cité plus haut, Alfred Adler écrivait: «A présent [un an après la guerre],

«Ce sont des années de grands changements»

Discours du Premier ministre hongrois Viktor Orbán à l'Université libre d'été de Bad Tuschnad (extraits)

Hd. Une grande partie de la minorité hongroise de Roumanie, soit environ 600 000 personnes, vit en Transylvanie, dans le sud-est du pays. La ville de Bad Tuschnad, située dans cette région, accueille depuis près de 30 ans l'Université libre d'été organisée chaque année par la Hongrie. Cette année, elle s'est déroulée du 18 au 23 juillet et avait pour thème «Voici venu le temps pour la paix». Comme souvent au cours de ces dernières années, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán y a prononcé un discours de politique générale. En raison de sa critique publique des conditions imposées par la Roumanie pour qu'il puisse prononcer son discours sur place et de ses reproches à la situation politique dans l'UE, le dernier discours d'Orbán a été fortement critiqué par les médias dominants d'autres pays de l'UE. Afin que nos lecteurs puissent se faire leur propre idée, nous citons des extraits de ce discours.



Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán lors de son discours à l'Université libre d'été de Bad Tuschnad, le 22 juillet 2023. (photo Visegrad Post)

Chers amis, nous vivons une période particulièrement dangereuse de l'histoire de l'humanité. Ce sont des années de grands changements. [...] Le cœur de mon message est le suivant: l'équilibre des forces dans le monde s'est déplacé et nous subissons désormais les graves conséquences de ce déplacement. Si nous regardons en arrière, nous constatons qu'après la Seconde Guerre mondiale, il y a eu un équilibre des forces dans le monde pendant quatre-vingts ans. [...] Mais aujourd'hui, une vieille crainte de l'Occident s'est réalisée: la Chine a déplacé l'équilibre du monde, donnant raison à Napoléon, qui affirmait: «Laissez la Chine dormir, car lorsqu'elle se réveillera, elle ébranlera le monde.»

Le temps tactique, le temps stratégique et le temps historique

La manière dont nous en sommes arrivés là est instructive, et je vais faire une brève digression, une digression méthodologique. D'après mon expérience, lorsque l'on prend une décision politique, il faut simultanément garder à l'esprit trois cadres temporels. Avant de pouvoir répondre à une question par des actes, il faut situer cette question dans l'un de ces cadres temporels. Ainsi la politique se déploie sur trois cadres temporels: le cadre tactique, le cadre stratégique et le cadre historique. Si vous vous trompez de classification, votre décision aura des conséquences inattendues. Permettez-moi de vous donner deux exemples. Lorsque la chancelière Merkel a été confrontée aux flux de migrants en 2015, elle a placé le problème dans le cadre tactique

et a dit: «On va y arriver». Aujourd'hui, il est clair que la question relevait en réalité du cadre stratégique, car les conséquences de sa décision allaient changer toute la culture de l'Allemagne.

Changement rapide et tectonique du rapport de force mondial

Nous en arrivons maintenant à la Chine. Le deuxième exemple vient des Etats-Unis et date du début des années 1970. A l'époque, les Etats-Unis ont décidé de libérer la Chine de son isolement, apparemment pour faciliter les relations avec les Russes, et ont donc placé cette question dans le cadre temporel stratégique. Il s'est toutefois avéré que cette question, la libération de la Chine, appartient en fait au cadre temporel historique, car suite à cette libération, les Etats-Unis, et nous tous, faisons désormais face à une puissance plus grande que celle que nous voulions vaincre. Mauvaise classification, conséquences inattendues. Mais ce qui est fait est fait, et il faut reconnaître qu'il n'y a jamais eu de changement aussi rapide et tectonique de l'équilibre mondial des forces que celui auquel nous assistons aujourd'hui. N'oubliez pas que l'ascension de la Chine est différente de celle des Etats-Unis: Les Etats-Unis sont montés, la Chine est montée et monte encore. En d'autres termes, nous parlons d'un retour: nous parlons du retour d'une civilisation vieille de 5 000 ans et comptant 1,4 milliard d'habitants.

La Chine est aujourd'hui le pays le plus fort au monde dans de nombreux domaines

Et c'est un problème qui doit être résolu, car il ne se résoudra pas tout seul. La Chine est devenue une puissance de production. En fait, elle a déjà dépassé les Etats-Unis, ou est en train de le faire: construction automobile, ordinateurs, semi-conducteurs, produits pharmaceutiques, systèmes de communication; dans tous ces domaines. Elle est aujourd'hui le pays le plus puissant au monde. En seulement 30 ans, la Chine a accompli le voyage d'environ trois siècles qui a mené de la révolution industrielle occidentale à la révolution mondiale de l'information. Cela lui a permis de sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté, et de rehausser ainsi la prospérité et le savoir de l'humanité dans son ensemble. Mais dans ce cas, où est le danger?

Les Etats-Unis ne renoncent pas pour autant à leur quête d'hégémonie

Le danger, la raison pour laquelle la situation est dangereuse, chers amis, réside dans le fait que l'attribution de la médaille d'or a déjà été effectuée. Car à l'issue de leur Guerre civile, les Etats-Unis sont devenus la première nation mondiale depuis les années 1870, et leur droit [supposé] inaliénable à la domination économique dans le monde fait partie de leur identité nationale et constitue une sorte d'article de foi. Et chaque fois que cette position a été remise en question, les Etats-Unis ont réussi à relever le défi. Ils ont repoussé l'Union soviétique. Et, rappelons-nous, ils ont également repoussé l'Union européenne. Il y a quelques décennies, l'Union européenne avait pour projet de promouvoir l'euro comme monnaie mondiale aux côtés du dollar. Nous voyons où en est l'euro aujourd'hui. Nous avons par ailleurs un plan, formulé comme

la nécessité de créer une grande zone de libre-échange de Lisbonne à Vladivostok. Qu'en est-il advenu? Aujourd'hui, la zone de libre-échange s'étend de Lisbonne à l'extrême périphérie du Donetsk. En 2010, les Etats-Unis et l'Union européenne ont contribué respectivement à 22 et 23 % de la production mondiale totale; aujourd'hui, ce chiffre est de 25 % pour les Etats-Unis et de 17 % pour l'Union européenne. En d'autres termes, les Etats-Unis ont réussi à repousser la tentative de l'Union européenne de les égaler ou même de les dépasser.

Cher camp d'été, en politique internationale, il existe une corrélation simple: plus le PIB, le produit intérieur brut, est important, plus on a d'influence dans les affaires internationales. En d'autres termes, cela signifie que nous assistons aujourd'hui à un recul constant de la domination américaine sur la scène mondiale. Et aucune grande puissance mondiale ne se laissera faire. Son raisonnement est simple. Il peut se résumer globalement comme cela: «Nous sommes au sommet du monde. Nous avons grimpé jusqu'ici pour y rester à jamais. Bien sûr, il y a cette histoire [de déclin des anciennes puissances mondiales] qui est désagréable, mais que ce qui est arrivé à d'autres pays et à d'autres peuples a pris fin avec nous, et nous resterons à jamais au sommet du monde.»

Les tendances actuelles favorisent l'Asie et la Chine

Une vérité encore plus désagréable est que les tendances actuelles favorisent l'Asie et la Chine, que ce soit en matière d'économie, de développement technologique ou de puissance militaire. Une vérité encore plus désagréable est que des changements sont également en cours dans les institutions internationales. Nous connaissons tous la corrélation qui veut que celui qui crée des institutions internationales en tire un avantage. C'est ainsi que la Chine a tout simplement créé les siennes: nous voyons les BRICS et l'initiative «One Belt, One Road»; et nous voyons également la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, dont les ressources de développement sont plusieurs fois supérieures aux ressources de développement de tous les pays occidentaux.

En d'autres termes, l'Asie, respectivement la Chine se présente à nous en pleine possession de ses moyens, en tant que grande puissance. Elle a un credo civilisationnel: elle est le centre de l'univers, ce qui libère une énergie intérieure croissante, de la fierté, de l'estime de soi et de l'ambition. Elle a un plan à long terme, qui s'exprime par «Ending the century of humiliation» (Mettre fin au siècle de l'humiliation), ou, pour paraphraser les Américains, «Make China Great Again» (Rendre sa grandeur à la Chine). Elle (la Chine) a un programme à moyen terme: elle veut rétablir en Asie la domination qui existait avant l'arrivée de l'Occident, but qu'elle veut atteindre en neutralisant l'arme principale des Etats-Unis, l'arme principale de la puissance, appelée «valeurs universelles». Les Chinois en rient, la qualifient de mythe occidental et constatent que le discours sur les valeurs universelles est en réalité une philosophie hostile aux autres civilisations non occidentales. En d'autres termes, mesdames et messieurs, cher camp d'été, la situation dans laquelle nous vivons aujourd'hui est une situation où nous

nous dirigeons jour après jour vers un conflit. La question cruciale est de savoir si ce conflit peut être évité. Il existe de plus en plus d'études et de livres à ce sujet, il faut en tirer profit.

Le «piège de Thucydide» peut-il être évité?

Dans un ouvrage remarquable, il est dit qu'au cours des trois cents dernières années, il y a eu seize cas où un nouveau «champion» a émergé aux côtés de la première puissance mondiale, ou l'a dépassée. La mauvaise nouvelle, c'est que sur ces seize cas, douze se sont terminés par une guerre et seulement quatre ont été résolus pacifiquement. En d'autres termes, chers amis, nous nous trouvons aujourd'hui à l'un des moments les plus dangereux de la politique mondiale, où la grande puissance dominante se voit reléguée à la deuxième place. L'expérience montre que la grande puissance dominante a tendance à se considérer comme plus bienveillante et mieux disposée qu'elle ne l'est en réalité, et à accuser de manière excessive son challenger de produire le mal. Et voilà que la guerre est déjà en train de naître. C'est ce que l'on appelle le «piège de Thucydide», du nom de l'homme qui a écrit l'histoire de la guerre du Péloponnèse entre Sparte et Athènes, et qui a été le premier à identifier le problème.

Trouver un nouvel équilibre: «Deux soleils dans le ciel»

Mesdames et Messieurs, pour nos vies, cela signifie qu'un affrontement entre les deux grandes puissances, y compris entre leurs soldats, est plus probable que celui perçu aujourd'hui ici, à Bad Tuschnad. La bonne nouvelle, ou du moins une lueur d'espoir, est que cette guerre n'est pas inévitable. Son évitement dépend de la capacité du monde à trouver un nouvel équilibre pour remplacer l'actuel. La question est de savoir comment y parvenir. A vrai dire, c'est une tâche qui incombe aux «grands garçons». Nous ne sommes pas dans la distribution de ce jeu de cartes. Ne nous trompons pas sur notre rôle. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que quelque chose devrait être fait maintenant, qui n'a jamais été fait auparavant: les grands garçons devraient accepter qu'il y ait deux soleils dans le ciel. Cette mentalité est fondamentalement différente de celle avec laquelle nous avons vécu au cours des quelques dernières centaines d'années. Indépendamment des rapports de force actuels, les adversaires devraient se reconnaître comme égaux. [...]

Alors comment agir compte tenu de cette analyse de la situation? Il est nécessaire de comprendre, chers amis, que l'établissement d'un nouvel équilibre ne se fera pas du jour au lendemain, ni même d'un mois à l'autre. L'établissement de ce nouvel équilibre demandera une génération entière. Cela signifie que nous ne serons pas les seuls à vivre notre vie dans ce système de relations global, dans cette ère mondiale, dans cet esprit du temps, mais aussi nos enfants. Et nous, Hongrois, devons nous adapter à cette situation mondiale et à cet esprit du temps, et nous devons concevoir nos plans nationaux hongrois dans ce sens.

Source: <https://miniszterelnok.hu/en/speech-by-prime-minister-viktor-orban-at-the-32nd-balvanyos-summer-free-university-and-student-camp/> du 24/07/23

(Traduction de la version allemande: Horizons et débats)

«Roulette russe» au seuil de ...

suite de la page 1

dès lors que le peuple doit se responsabiliser, dès lors que seul un puissant courant générant des sentiments communautaires peut apporter le salut, dès lors que le réveil de la dignité humaine exige le châtement des véritables coupables afin de regagner confiance en l'humanité, on voit les Alliés nous menacer d'une nouvelle servitude, recommencer à torturer un peuple qui sort cependant tout juste de la torture.» Conscient des dispositions inévitables des conventions d'armistice et du Traité de Versailles, Adler avait très bien perçu leurs conséquences néfastes pour la paix.

Personne ne sait comment la Russie, si elle est victorieuse, traitera les vaincus après toutes les humiliations et les grands sacrifices lui octroyés. On ne peut qu'espérer qu'elle sera plus magnanime que les Etats occidentaux après leurs victoires.

Mais doit-on en arriver là? Ne peut-on pas dès à présent retirer le voile opaque et faire ce qu'il est possible pour parvenir à la paix? Commencer, par exemple, par parler franchement à un ami, à un collègue ou à un voisin. Faire montre d'objectivité et d'humanité plutôt que d'étaler sa propagande et inciter à la haine. Se contenter d'attendre et faire comme si le danger n'était pas imminent n'a rien de rationnel. C'est même contraire à la nature humaine.

¹ Adler, Alfred. *L'autre côté. Une étude de psychologie de masse sur la culpabilité du peuple*. Dans: Bruder-Bezzel (éd.). Alfred Adler. *Gesellschaft und Kultur* (1897-1937); Göttingen 2009, p.121 et suivantes.

² Cette politique guerrière des Etats-Unis et des pays de l'OTAN est loin de se limiter à la Russie, puisqu'elle a causé le malheur de nombreux pays et peuples au cours des 30 dernières années (et déjà pendant la guerre froide). Les déclarations publiques des politiciens occidentaux, aujourd'hui dissimulés sous un vernis d'hypocrisie pour poursuivre leur sinistre besogne en prononçant des discours flamboyants, en sont d'autant plus déconcertantes et révoltantes. Dans ce contexte, le discours du chancelier allemand Olaf Scholz devant l'Assemblée générale des Nations unies le 19 septembre - d'ailleurs devant des gradins presque vides - a été très choquant. Pour la majeure partie du monde, il n'est plus question de tolérer les mensonges.

³ <https://www.youtube.com/watch?v=3KIqR3ORYLE> du 15/09/2023. L'un des axes de recherche de Glenn Diesen est la politique étrangère de la Russie. Ses excellents contacts avec la Russie, qu'il maintient encore aujourd'hui, lui valent d'être vivement attaqué par le courant dominant occidental. Douglas McGregor est un ex-militaire américain ayant occupé divers postes de direction stratégiquement importants. Il est également politologue, théoricien militaire, auteur de livres et d'articles spécialisés et consultant. Lors de sa présidence, Donald Trump aurait souhaité que McGregor succède à Richard Grenell au poste d'ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne, mais sa nomination a été bloquée par le Sénat. Pour de plus amples informations sur Douglas McGregor, voir *Wikipedia* (consulté le 24 septembre 2023).

⁴ <https://www.seniara.org/politik-wirtschaft/die-nato-eskaliert-der-krieg-tritt-in-eine-neue-phase-ein-colonel-douglas-mcgregor-und-glenn-diesen> du 21/09/2

Elections fédérales du 22 octobre 2023

Réactiver la boussole suisse

Rétrospective de la session d'automne et attentes envers nos futurs parlementaires

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Face aux élections des Parlements suisses qui s'annoncent, je viens de remplir le questionnaire de «smartvote», avec 75 questions sur ma position politique. Le faisant, je me suis retrouvée majoritairement avec des candidats qui ne correspondent guère à mes vues politiques. Comme, en tant que citoyenne, je ne forme pas mon opinion selon un schéma gauche-droite, mais que je persiste dans ma coutume de peser, devant chaque choix, le pour et le contre, on m'attribue des candidats quelconques. Là, je ne peux que recommander aux suisses: ne vous laissez pas déstabiliser par un baromètre électoral qui opère au travers d'une «intelligence artificielle»!

Pour nous autres électeurs, des questions urgentes se posent quant aux élections du 22 octobre. Quelle est la meilleure politique étrangère et de sécurité pour notre pays? Quelles sont les valeurs centrales pour une cohabitation épanouie? Quelles sont les mesures les plus urgentes pour une bonne éducation de nos jeunes? Qu'est-ce qui devrait être intégré dans la politique pour des raisons démocratiques, éthiques, sociales? Quels candidats donnent des réponses satisfaisantes? (de nombreux parlementaires actuels se représenteront en automne). Un aperçu de quelques affaires de la session d'automne venue à ses termes nous aide peut-être dans nos choix. D'ailleurs, en tapant sur Google le numéro officiel de l'objet traité, il est possible de voir certains votes et les résultats des votes.

Rendre à l'armée suisse sa capacité d'action – préserver notre neutralité!

Une fois de plus, la boussole du Palais fédéral s'écarte du cap suisse dont l'objectif est de mener une politique étrangère capable de préserver notre neutralité et protéger ainsi notre population. En méconnaissance flagrante de cette mission, les deux chambres du Parlement ont décidé de retirer 25 chars Léopard de l'effectif de l'armée et de les livrer à l'Allemagne, sur l'insistance des ministres allemands *Habeck* et *Pistorius*, en soi-disant remplacement des chars envoyés par l'Allemagne en Ukraine – évident tour de passe-passe pour contourner l'obligation contractuelle de l'Allemagne de ne pas livrer ailleurs d'armement suisse. L'une des forces motrices du trafic, *Maja Riniker* (PLR), a affirmé, le 14 juin au Conseil national, dans la plus grande désinvolture, que la Suisse pouvait ainsi «contribuer à l'architecture de sécurité en Europe sans mettre en danger sa propre sécurité». Et le 26 septembre, *Viola Amherd*, cheffe du Département militaire suisse, a redéfini la neutralité, de manière ahurissante, au Conseil des Etats, affirmant: «Du point de vue juridique par rapport au droit de la neutralité, c'est possible [le commerce des Leopards, ndlr], et du point de vue de la politique de neutralité, c'est dans l'intérêt de la Suisse, au moins du point de vue du Conseil fédéral et de la majorité du Conseil national»¹.

Parmi les opposants à ce marché, contraire à la neutralité et à la loi, dans les deux chambres beaucoup estiment que la Suisse ferait mieux de rétablir sa propre capacité de défense plutôt que de livrer des chars à des pays en guerre. Le Conseiller national *Hans-Peter Portmann* (PLR) s'est adressé à une collègue du parti des Verts en ces termes: «Chère collègue, votre parti est contre les armes parce que les armes tuent des gens. Maintenant, vous vous prononcez pour la mise hors service de ces 25 chars. Vous savez qu'ils vont en Allemagne, puis en Ukraine, pour ensuite tuer des soldats». *Alex Kuprecht*, Conseiller aux Etats (UDC SZ): «Mais nous n'avons aucune garantie qu'un de ces 25 chars ne finisse pas en Ukraine. C'est pourquoi je suis convaincu que nous devrions essayer de remettre notre matériel en état, de renforcer le manpower, de reconstruire la capacité de défense et de reconforter notre capacité de résistance, avant de mettre les chars hors service et de les vendre».

Le 14 juin, le Conseil national a tout de même approuvé ce commerce anticonstitutionnel, par 132 oui contre 59 non. Outre le groupe UDC, les radicaux suivants ont voté non à la livraison de chars à l'Allemagne au Conseil national: *Jacqueline De Quattro* (VD), *Marcel Dobler* (SG), *Matthias Samuel Jauslin* (AG), *Hans-Peter Portmann* (ZH),



Salle du Conseil des Etats au Palais fédéral de Berne. (photo Wikimedia)

Christian Wasserfallen (BE) ainsi que *Martin Bäumle* (Verts-libéraux, ZH).

Le 26 septembre, le Conseil des Etats s'est donc rallié, fait peu surprenant, au Conseil national, par 25 oui contre 15 non (les votes négatifs ne peuvent pas être attribués précisément à la prise de position concernant le commerce des chars, car la question a été liée à une autre).

Ceux qui, face à la situation incendiaire actuelle en Europe, pensent que la Suisse peut s'acheter une plus grande sécurité en adhérant à l'alliance guerrière de l'OTAN, feraient mieux se souvenir de l'effet bénéfique de la neutralité armée perpétuelle de notre pays lors des deux incendies mondiaux du vingtième siècle, bénéfique autant pour la Suisse que pour le monde.

La task force du G7: le Conseil national se plie, le Conseil fédéral reste debout

Le parti des Verts a déposé au Conseil national une motion sollicitant que la Suisse se joigne à la «Task-Force REPO» («Russian Elites, Proxies and Oligarchs») et traque les avoirs russes sous le commandement du G7.² Ce projet contraire à la neutralité, à l'Etat de droit et à la souveraineté de la Suisse a pour l'instant été évité, la majorité du Conseil ayant renvoyé l'intervention à la commission compétente pour qu'elle clarifie de différents points.

Un non clair à la demande des Verts aurait certainement été préférable. Mais au-delà des subtilités formelles, la proposition de report du groupe libéral-radical a tout de même soulevé la question centrale: «La Suisse préservera-t-elle [...] son autonomie totale dans l'application des sanctions ou se plie-t-elle devant le mécanisme automatique de UE?» Si l'on considère le degré d'autonomie qui est resté à la Suisse après s'être laissée pousser par Bruxelles ou Washington à prendre des sanctions, à savoir zéro, cette question se réduit au reste de la droiture politique suisse.

Les Verts n'étaient en tout cas pas du tout d'accord avec ce report, puisqu'ils avaient dans le collimateur de leur motion le développement de la place financière suisse: «En tant que gestionnaire des avoirs russes et en tant que principal site du commerce des matières premières russes, la Suisse porte une grande responsabilité dans l'efficacité des mesures qui doivent conduire à un arrêt rapide de la guerre d'agression destructrice contre l'Ukraine». Au-delà de l'objectif absurde de la motion: les Verts se laissent ainsi atteler, conscients ou non, aux charrettes de Wall Street et de la City de Londres.

Il y a cependant deux remarques positives. D'une part, les membres du PLR, de l'UDC et du parti du centre parviennent sans problème à former une majorité au Conseil national, s'ils se mobilisent tous, ensemble pour une fois, par 101 oui contre 77 non, la motion a été renvoyée à la commission. Espérons que celle-ci se fera conseiller par l'Office fédéral de la justice, qui s'est montré ferme face aux tentatives de détourner la Suisse du droit en vigueur (jusqu'à présent en tout cas).

D'autre part, le Conseil fédéral a heureusement proposé de rejeter la motion: la Suisse n'a pas besoin d'une task force, qu'elle soit

nationale ou internationale, a déclaré le Département de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFER).

Heureusement, tous les conseillers fédéraux ne sont pas taillés dans le même moule: *Guy Parmelin*, chef du Département économique, ne se laisse apparemment pas impressionner par des ambassadeurs américains arrogants et des ministres étrangers, contrairement à sa collègue du Département militaire qui ne résiste à aucune de ces avances.

Infime victoire des turbos de l'UE pour la réouverture de la voie EEE

Les partis du centre n'ont pas réussi à faire front commun au Conseil national contre la motion du président de la MEB, *Eric Nussbaumer* (PS). Le MEB, Mouvement européen suisse, est un groupe d'expertise visant, depuis 1998, l'adhésion de la Suisse à l'UE. Les auteurs de la motion veulent charger le Conseil fédéral d'entamer, en plus des délibérations en cours avec Bruxelles sur la poursuite de la voie bilatérale, des discussions «d'exploration» avec le Conseil de l'EEE sur un éventuel rapprochement de la Suisse à l'EEE.³ L'explication de Nussbaumer se résume de la sorte: «Le Conseil fédéral ne poursuit qu'une option stratégique. [...] Personne ne sait si cela aboutira un jour. Personne ne sait non plus s'il y aura des négociations qui aboutiront pour la Suisse». C'est pourquoi il faut, selon lui, emprunter une deuxième voie.

Le Conseiller fédéral *Guy Parmelin* est également compétent sur cette question. Il renvoie au rapport récemment publié «Etat actuel des relations entre la Suisse et l'UE», selon lequel «la voie bilatérale reste l'instrument le plus approprié pour garantir les relations avec l'Union européenne avec un équilibre global des intérêts». En revanche, une adhésion à l'EEE «ne permettrait que peu ou pas de solutions spécifiques et des exceptions taillées sur mesure pour la Suisse – il suffit de penser aux aides d'Etat. La marge de manœuvre politique de la Suisse serait donc plus limitée». *Parmelin* recommande donc de rejeter la motion.

94 conseillers nationaux ont soutenu cette motion, 92 s'y sont opposés et 4 se sont abstenus – résultat plus que précaire. Au lieu de laisser mijoter la question de l'UE le plus discrètement possible, on ouvre avec fracas un nouveau champ qui a déjà été «exploré» depuis longtemps – fait suffisamment connu des turbos de l'UE autour d'*Eric Nussbaumer*. La motion est maintenant soumise au Conseil des Etats – ce qui permet un petit brin d'espoir.

Terminons la sélection de la session d'automne par deux décisions positives du Parlement, ou plutôt du Conseil des Etats.

Pour remédier à la pénurie d'enseignants: réduire encore leur formation?

Sous l'étiquette de la lutte contre la pénurie d'enseignants, la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-CN) voulait introduire, par le biais d'une motion, un accès facilité aux Hautes Ecoles Pédagogiques pour les professionnels titu-

lares d'une maturité professionnelle.⁴ Compte tenu de l'étroitesse actuelle de la formation pour les futurs enseignants dans les HEP ainsi que de la formation aboutissant à un coach plutôt qu'à un pédagogue, erreur grave de la politique de formation actuelle, il faut saluer le fait que le Conseil des Etats ait au moins empêché cette initiative, lors de la session d'automne, en disant non à cet abaissement de la formation préalable pour l'admission aux HEP.

Aujourd'hui, on accède, sans examen, aux Hautes Ecoles Pédagogiques, muni d'une maturité de lycée, alors qu'un examen d'entrée est prescrit pour les titulaires d'une formation professionnelle par la maturité professionnelle accomplie. Le porte-parole de la commission au Conseil national, *Simon Stadler* (centre), qui a lui-même emprunté cette dernière voie, qualifie la réglementation actuelle de «mépris pour la maturité professionnelle», mépris qui ne serait «plus d'actualité en ces temps de pénurie de personnel qualifié et de manque d'enseignants». Au cours du débat, les trois présupposés de cette affirmation, ici entremêlés, ont été décortiqués par les deux Chambres et ont fait l'objet de réponses minutieuses. Voici quelques prises de position parmi la pléthore:

Concernant la bonne formation préalable: le porte-parole de la commission au Conseil des Etats, *Matthias Michel* (PLR): «L'article 61a de notre Constitution fédérale [...] exige la perméabilité dans l'espace suisse de formation, ce qui est aussi l'objectif fondamental de la motion. Mais perméabilité ne signifie pas «free floating», il n'y a pas de libre accès total aux hautes écoles, indépendamment de la formation préalable. Dans le cas concret, cela ne signifie donc pas qu'une maturité professionnelle donne le même libre accès à une haute école pédagogique qu'une maturité gymnasiale (de lycée). Il faut lire l'article dans son intégralité: Le même article de la Constitution fédérale exige également la qualité de la formation. Dans le cas présent, la qualité signifie que les étudiants HEP doivent avoir le bagage nécessaire pour entrer dans la profession d'enseignant. Les matières manquantes dans une formation de maturité professionnelle constituent certes un bagage important pour le métier d'enseignant».

Sur le «mépris de la maturité professionnelle»: la conseillère aux Etats *Mathilde Crevoisier Crelier* (PS): «Les titulaires d'une maturité professionnelle doivent effectivement obtenir un diplôme supplémentaire d'une année pour accéder à une HEP. Inversement, un titulaire d'une maturité gymnasiale doit faire un stage d'un an avant de pouvoir entrer dans une HES par exemple. [...] Ce n'est pas déclasser les compétences professionnelles que de dire que la maturité professionnelle ne donne pas le bagage académique suffisant».

Pour remédier à la pénurie d'enseignants: la conseillère nationale *Simone de Montmollin* (PLR): «Pour lutter contre la pénurie d'enseignants, il faut s'attaquer aux vrais problèmes, par exemple le travail à temps partiel, qui est assez élevé dans la profession d'enseignant. Une autre question serait de savoir pourquoi les enseignants quittent parfois leur poste quelques années seulement après avoir obtenu leur diplôme. Il faut répondre à ces questions avant d'envisager des mesures irréversibles [...]» Remarque: il appartient aux cantons de s'attaquer d'urgence à ce chantier permanent.

Dans le Conseil national, la motion a été clairement adoptée par 122 oui contre 41 non, avec des partisans et des opposants dans presque tous les partis et de nombreuses abstentions (23) – peut-être un indice que plusieurs parlementaires ne se sont pas vraiment penchés sur l'état de la formation des enseignants et de l'école obligatoire. Au Conseil des Etats, l'intervention a été rejetée de justesse, par 21 non contre 19 oui, tous partis confondus, et 2 abstentions. Avec le rejet par le second conseil, la motion est définitivement enterrée. C'est une petite consolation pour tous ceux qui se battent pour une bonne école obligatoire et une chance pour nos enfants qui, à l'école obligatoire, ne reçoivent pas assez de bases

Des visages souriants, des mots creux et des paroles vides de sens

par Eliane Perret

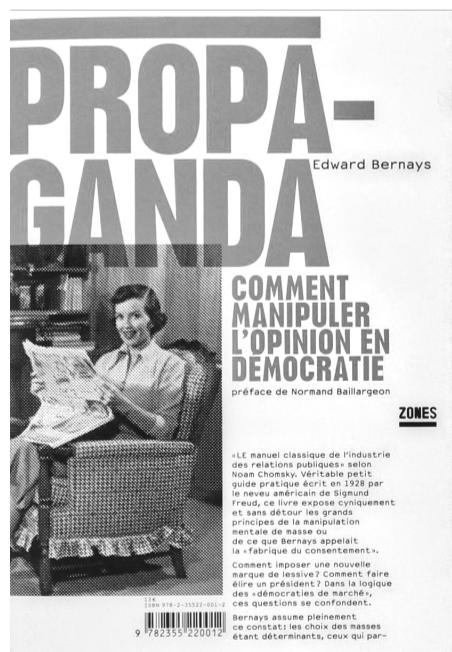
Les élections approchent à grands pas. Selon un système électoral bien réfléchi, les citoyens suisses sont sollicités d'élire leurs représentants au Conseil national et au Conseil des Etats. Chaque canton désigne deux conseillers aux Etats, tandis que le nombre de conseillers nationaux est déterminé en fonction de la part de la population de chaque canton. Cela doit garantir une représentation équilibrée des différentes parties du pays, des régions linguistiques, des régions urbaines et rurales. La question de savoir qui doit représenter notre pays au plus haut niveau des autorités est d'une grande portée et constitue en fin de compte une affaire de confiance. Pour sa part, le peuple a toujours la possibilité de participer à la vie politique du pays par le biais d'initiatives et de référendums.

Un accueil chaleureux

C'est avec un visage rayonnant qu'ils m'accueillent depuis les affiches au bord de la route à l'entrée de notre village. Ils se donnent l'aspect de gens aussi soigneusement vêtus que coiffés, les candidates avantageusement maquillées (photoshop s'accomplit du reste) – tous en parfaite aisance, maîtres d'eux-mêmes, de la vie et de l'avenir de nous tous. Mais ces femmes et ces hommes rayonnants n'ont pas gagné un six au loto, ils sont là suivant les lois de la publicité dans le but que j'inscrive leur nom sur la liste des candidats au Conseil national ou au Conseil des Etats. Ils s'offrent de représenter mes intérêts au sein des plus hautes instances de notre pays. Je me réjouis, satisfaite face à d'autant de concitoyens, pardon, de concitoyennes, engagés. C'est nécessaire, car je souhaite que notre pays revienne à sa neutralité intégrale et abandonne définitivement ses flirts avec les durs du rattachement à l'OTAN et d'adhésion à l'UE. Ce n'est qu'alors que mon pays retrouvera sa mission de modèle de paix pour le monde et redeviendra un espoir pour de nombreux êtres humains souffrants dans des pays ravagés par la guerre. Malheureusement, beaucoup de choses ont mal tourné dans notre pays ces dernières années et il est urgent de les corriger. C'est dans cette perspective que je veux remplir mon bulletin de vote. Je suis bien curieuse de savoir ce que les candidats ont à dire à ce sujet.

De la vérité, du courage et de la liberté d'expression

L'écriture de la première affiche est prometteuse: «Pour la liberté d'expression». Je pense que c'est tout à fait mon avis. Malheureusement,



ISBN 978-2-35522-001-2

nos médias auto-proclamés «de qualité» sont, dans leur couverture des événements majeurs concernant la guerre et la paix dans le monde, sur les ondes identiques, on dirait alignés sur un seul concept. Là, il n'est guère question de diversité d'opinion ni de liberté d'expression. Il semble qu'ils représentent les intérêts de certains lobbies ou grandes puissances et qu'ils veulent influencer mon opinion (c'est pourquoi je m'informe désormais ailleurs). Ils réitèrent par exemple que nous serions toujours neutres, même en livrant des armes à l'Ukraine, même en facilitant les voies détournées, qu'il serait compatible de soutenir des sanctions unilatérales. C'est étrange! Est-ce que mon candidat virtuel pense à la même chose que moi lorsqu'il défend la «liberté d'expression»? Eh, Monsieur, un brin plus concret, s'il vous plaît!

La prochaine candidate me convient mieux: Elle promet vouloir «s'engager pour la vérité». Très bien, elle m'informera donc en toute franchise de ses projets politiques et de ses plans de carrière, sans me mentir puisque l'on ne ment pas, nous le savons depuis notre enfance. Il y a tout de même quelque chose de bouleversant si dire la vérité fasse le profil d'une candidature pour l'office suprême de notre démocratie. C'est un principe démocratique qu'il nous faut à Berne des gens honnêtes, d'esprit clair et d'attitude franche. Je passe donc à la prochaine affiche: «Réfléchir avec courage et volonté ferme». Exactement, c'est ce dont nous avons besoin. Mais que pourra-t-il passer par la tête de cet homme qui me sourit? Sera-t-il un conseiller national qui s'engage avec courage et volonté ferme pour la neutralité intégrale de notre pays? Dans ce cas, il aura ma voix, c'est évident. Ou bien est-il de ce «courage» douteux allant dans une toute autre direction, et consentira-t-il que notre pays se transforme en «tire-botte» des intérêts des grandes puissances? Pas avec moi!

Peut-être que la prochaine affiche me convaincra mieux. Ce sont deux femmes qui m'offrent leur sourire rayonnant, tout en me promettant que je choisirai, en leur donnant ma voix, «l'avenir, maintenant!» L'avenir – quel avenir? Elles semblent être au courant mais n'en soufflent pas mot, ces deux charmeuses. J'avoue que ce genre de mystère m'interpelle. Je passe donc à l'affiche suivante. «Ça suffit», proclame-t-elle. Bingo! Je rentre.

Qui gagne les élections – ceux qui investissent le plus dans l'art de séduire?

Arrivée, je sors sans hésiter de mon étalage le fameux livre d'Edward Bernays intitulé «Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie» (version française 2007). C'est précisément ce qui m'intéresse maintenant. Le livre a été publié pour la première fois en 1928 et n'a cessé d'être réédité depuis, la dernière fois en 2021 pour la 13^e édition (édition en allemand). Le sous-titre [«Die Kunst der Public relations», dans les éditions modernes en allemand, ndt.] fait référence au fait que le terme «propagande» est aujourd'hui plutôt évité et remplacé par «relations publiques», notamment depuis qu'il est tombé en discrédit dans les années de la Seconde Guerre mondiale (le livre figurait, selon l'auteur lui-même, dans la bibliothèque privée de Joseph Goebbels). Mais aujourd'hui encore, ce livre est considéré comme une lecture obligatoire pour les «conseillers en relations publiques», terme politiquement correct pour désigner les spécialistes de la propagande politique. Dans la préface du

livre, on lit: «Personne ne devrait avoir le droit de s'appeler conseiller en relations publiques ou «Public Relation Counselor» sans avoir lu Bernays, non pas comme exercice académique obligatoire, mais comme modèle de pratique quotidienne». Certes, il faut toujours considérer chaque livre dans le contexte de sa genèse, en ce cas les Etats-Unis des années 1920; il reflète les conditions sur place. Mais il a été largement diffusé et demeure toujours considéré comme actuel aujourd'hui. Ce n'est qu'en 2007 qu'il a été traduit en allemand [et en français], quatre-vingts ans après sa première parution.

Bernays n'était pas «politiquement correct», mais parlait clairement de ce qu'il considérait comme la nécessité de canaliser l'opinion publique par la propagande, y compris en politique. C'est pourquoi il se prononce, au début de son livre, de la sorte: «La manipulation consciente et ciblée des comportements et des attitudes des masses est une composante importante des sociétés démocratiques. Des organisations travaillant dans les coulisses dirigent les processus sociaux. Elles sont les véritables gouvernements du pays.» (p. 19) Je m'arrête un instant et je relis la phrase: la manipulation comme composante des sociétés démocratiques? J'ai toujours été convaincu que nous sommes des citoyens responsables ayant le droit et la capacité de décider nous-mêmes du destin de notre pays.

La manipulation – composante irremplaçable des sociétés démocratiques?

C'est ainsi que Bernays poursuit: «Un politicien sérieux et talentueux est heureusement en mesure, grâce aux instruments de la propagande, de façonner et de canaliser la volonté du peuple.» Il déplore que les hommes politiques ne se soient pas assez inspirés du monde économique à cet égard. (p. 83) Car «... une propagande soigneusement adaptée aux besoins des masses est un composant essentiel de la politique.» (p. 84) Et il pense même que «le bon travail du gouvernement peut être vendu aussi bien que n'importe quel autre produit.» (p. 92)

C'est pourquoi il conseille aux partis et aux politiciens: «Pour préparer le programme, il faudra procéder à une étude scientifiquement précise de la population électorale et de ses besoins. Une vue d'ensemble des souhaits et des besoins du public est indispensable au stratège politique lorsqu'il se met à sa tâche de planifier et de concevoir les activités du parti et de ses protagonistes élus pour le mandat à venir.» (p. 87). Les émotions des gens avec lesquelles ils revêtent les notions et les concepts, jouent un rôle décisif: «Il est bien utile de faire appel aux émotions des gens dans une campagne politique – et c'est même un facteur indispensable de toute campagne.» (p. 89) Aujourd'hui, de nombreuses agences de relations publiques sont là offrant leurs services pour mener à bien une campagne électorale ou une votation. Le Palais fédéral à Berne est également doté d'un énorme rayon ne se souciant que de ce genre de travail «de conscience». Après une préparation adéquate, leur réalisation minutieuse doit suivre: «Une fois que les objectifs principaux et le plan de base de la campagne électorale ont été adoptés et que le point d'attaque principal avec lequel il faut faire appel aux groupes a été défini, le message doit être transmis, de manière parfaitement adaptée, au travers des

médias qui l'apportent, de la manière la plus efficace, aux groupes cibles visés.» (p. 90) Ce qui me conduit à une petite question: a quel groupe cible mes amis et moi appartenons-nous?

Les élites dirigeantes choisissent «leur» propagande appropriée

Celui qui se plonge dans les réflexions de Bernays ne peut s'empêcher de s'interroger sur sa conception de l'être humain. Apparemment, il part de l'idée que «l'organisation et la focalisation de l'opinion publique sont indispensables à une vie commune bien réglée.» (p. 21) Et pour cela, il faut – toujours selon Bernays – une élite dirigeante et une propagande correspondante qui filtrent et traitent les informations: «Le fossé entre les intellectuels et la masse est comblé dans la société complexe à l'aide de la propagande. Seule la propagande permet au gouvernement, un organe du peuple, de maintenir une relation étroite avec la population, ce qui est indispensable au fonctionnement d'une démocratie.» (p. 98) Stop! Comment cette figure rhétorique a-t-elle fonctionné? Je suis fermement convaincue qu'un peuple éduqué et bien formé est un élément fondamental de toute démocratie vivante. C'est dans ce but que notre constitution suisse a créé l'école publique suisse devant transmettre des connaissances solides afin que chaque jeune concitoyen suisse connaisse ses droits et ses devoirs de citoyen, qu'il puisse orienter ses actions dans ce sens afin que la pérennité de notre démocratie directe et neutre et la vie en liberté de toute la population soient ainsi assurées. Celui qui veut ma voix pour me représenter à Berne ne doit donc pas me séduire, mais gagner ma confiance de citoyenne suisse. On peut tout à fait se demander si le slogan «Il tient ses promesses» suffira, puisque tenir ses promesses est une vertu générale, notamment en démocratie.

Cela dit, je ne veux pas insinuer que les femmes et les hommes rayonnants tentant de me convaincre de leur candidature ont entièrement tirés les conseils d'Edward Bernays. Mais il me semble évident, au vu de leurs propos on ne peut plus anodins, leur ont été insinué par des «professionnels de l'opinion publique» pour que leur candidature se heurte au minimum possible de divergence. Ont-ils si peu compris l'essence de notre démocratie directe? Ne disposent-ils ou elles ne pas d'assez de bon sens comme candidat faisant campagne pour son élection avec «Courage pour trouver des solutions». Ils ou elles ne m'inspirent pas suffisamment de confiance pour leur confier ma voix. Que veulent-ils ou elles résoudre? Ont-ils ou elles une idée comment rétablir la paix profondément menacée dans notre pays autant que dans notre monde? Que dit-il, que dit-elle sur la question de la neutralité intégrale, sur la menace d'un rattachement à l'OTAN et d'une intégration à l'UE dont la commission européenne omnipuissante méprise et bafoue notre démocratie directe? On ne peut pas répondre à ces questions avec des slogans creux ni des mots vides de sens. Il nous faudra un débat honnête, direct avec nous, les citoyens et les citoyennes – le souverain suisse. Sur une affiche, on pouvait lire: «Nous persévérons!» Exactement, c'est ce que nous allons faire nous aussi, autant avant qu'après les élections!

«Réactiver la boussole suisse»

suite de la page 3

pour leur vie. Chaque enseignant disposant d'une bonne et vaste formation peut alors être d'une grande importance.

La Suisse n'a pas besoin d'une «deuxième fête nationale»

Le 4 mai 2023, le Conseil national avait approuvé une motion demandant l'instauration d'un jour férié fédéral pour commémorer la fondation de l'Etat fédéral suisse, à savoir l'entrée en vigueur de la Constitution fédérale du 12 septembre 1848 (par 94 oui, 82 non et 6 abstentions). Le 27 septembre, le Conseil des Etats a rejeté l'idée d'une deuxième fête nationale suisse. Comme il n'y avait pas d'op-

position, la Chambre basse a voté à l'ancienne, sans saisie numérique des votes individuels (le procès-verbal de la séance mentionne «rejeté»). Avec le rejet du Conseil des Etats en tant que deuxième conseil, l'intervention n'est plus d'actualité.⁵

Le 1^{er} août est la fête nationale de la Suisse depuis 1891, soit 600 ans après 1291. Comme la fête a lieu le soir, le 1^{er} août a longtemps été un jour de travail. Il a été introduit comme jour férié national après l'acceptation d'une initiative populaire, le 26 septembre 1993. Le deuxième jour férié a été rejeté par le Conseil des Etats, principalement en raison de l'attachement de la population suisse à la célébration du Pacte fédéral de 1291.

Thomas Minder (UDC): «La Constitution fédérale du 12 septembre 1848 est sans aucun

doute un jalon historique dans le développement de la Suisse, mais la Suisse n'a pas été fondée en 1848, mais en 1291».

Hans Stöckli (PS): «On ne peut pas introduire un jour de fête nationale du haut vers le bas: Le peuple lui-même doit vouloir consacrer un deuxième jour à la fondation de notre pays. Je ne peux pas imaginer que le 12 septembre suscite beaucoup d'émotions et de cohésion au sein de notre population pour créer cette nouvelle date». (Le vote de Stöckli témoignait la cohésion suisse évoquée: le député bernois s'est exprimé en italien, en français et en allemand).

Philippe Bauer (PLR): «Je voudrais souligner ce que vient de dire M. Stöckli. Pour moi, la cohésion nationale est importante. Cette nation de volonté à laquelle nous nous

targuons d'appartenir a réussi à créer un symbole national autour du 1^{er} août. [...] c'est même le cas pour les Vaudois – ce que je ne suis pas – puisque Gilles, un de leurs grands poètes, chantait «Nos ancêtres les Waldstätten». Cette cohésion nationale s'est créée autour du 1^{er} août».

¹ Message sur l'armée 2023 (23.025). Souligné par mw

² Motion 22.3451. «Participation de la Suisse à la task force multinationale Repo pour la mise en œuvre des sanctions économiques contre la Russie».

³ Motion 21.4457. «Engager des discussions exploratoires avec le Conseil de l'EEE».

⁴ CSEC-CN. Motion 22.4268 «Accès sans examen avec la maturité professionnelle aux Hautes Ecoles Pédagogiques pour la formation des enseignants du primaire».

⁵ Motion 21.4075. «Un jour férié pour la démocratie»

«L'ordre mondial multipolaire prend forme»

XXX. Congrès «Mut zur Ethik» du 1^{er} au 3 septembre 2023

par Eva-Maria Föllmer-Müller, Suisse

Du 1^{er} au 3 septembre 2023, environ 150 participants et 20 intervenants d'Europe, d'Afrique, d'Asie et des Etats-Unis se sont réunis en Thurgovie (Suisse) pour participer au congrès «Mut zur Ethik» (Oui à l'éthique) de cette année. L'invitation avait été lancée par la groupe de travail «Mut zur Ethik».

Depuis maintenant 30 ans, depuis 1993, des invités de différents pays européens et de nombreux intervenants du monde entier se réunissent, une fois par an, pour discuter ensemble, pendant trois jours, dans un dialogue d'égal à égal, des questions brûlantes de notre temps. Comme l'année dernière, les discussions se sont à nouveau déroulées sous une forme hybride, ce qui a permis de faire intervenir, outre les personnes présentes, des intervenants et des participants de différents pays.

Le thème du congrès de cette année était: «L'ordre mondial multipolaire prend forme – comment rester humain et préserver l'humanité dans un monde en mutation».

Le monde, comme il a été constaté lors de l'ouverture, est en pleine mutation: la majorité des pays non occidentaux haussent le ton, avec assurance et circonspection, mais avec fermeté. Des associations se forment, portées par la volonté de travailler ensemble sur un pied d'égalité et ainsi de percevoir et de faire valoir davantage leurs propres intérêts. Elles préconisent la négociation comme outil majeur de s'entendre, de manière constructive, sur leurs objectifs et les voies à les réaliser, en phase les uns avec les autres.

De nombreux éléments indiquent toutefois que les forces dominantes en Occident refusent, aujourd'hui encore, de faire face à ces «nouvel-

les» réalités. Tandis que ceux qu'ils considèrent ouvertement comme le «reste du monde», c'est-à-dire au-delà de celui occidental, poussent un soupir de soulagement. Des pays qui souffrent depuis longtemps de la domination occidentale, de l'arrogance et de la contrainte néocoloniale prennent courage et ne participent plus aux jeux de tricherie; ils disent simplement «non». Non à l'inégalité de traitement et à la subordination; ils ne l'acceptent plus. Au lieu de cela, ils exigent que le respect mutuel domine les relations entre les pays et les Etats, ainsi que l'équité dans leurs relations; qu'ils soient honnêtement orientés vers la paix, le développement, la coopération et le progrès pour tous. Ce processus vers un développement autonome et indépendant dans les pays non occidentaux se déroule sous nos yeux, que ce soit en Asie du Sud-Est, en Asie centrale, au Moyen-Orient, en Amérique latine ou en Afrique. Ce processus ne s'arrêtera plus, même si les voies empruntées ne seront pas faciles. Notamment parce que l'Occident, jusqu'ici puissant, ne s'y engage pas.

Wang Wen, Professeur et doyen en chef de l'Institut Chongyang des études financières de l'Université Renmin de Chine, a décrit ce processus, en début de cette année, de la manière suivante: «Le monde non occidental offre une image qui n'a jamais existé auparavant. Leur réponse à l'hégémonie occidentale n'est pas nécessairement la confrontation, le conflit ou l'insistance sur le contrôle mutuel. Au lieu de cela, ils se débarrassent simplement du contrôle occidental en plaçant de plus en plus leurs intérêts nationaux au centre de leur stratégie. Une forme plus démocratique de la politique internationale et le respect mutuel sont leurs principales reven-

dications. Une relation politique d'égalité entre l'Occident et les autres parties du monde est en train d'émerger, et ce sera une caractéristique importante de la politique mondiale au cours de cette troisième décennie du 21^e siècle. Le monde ne sera pas doux en cette année de 2023, mais le mouvement de désoccidentalisation est irréversible et ne fera que progresser.»

Le monde occidental se trouve à un carrefour historique. A-t-il la grandeur d'esprit de répondre sérieusement aux interpellations issues «du reste du monde» et d'examiner de manière critique ce qu'il a fait ou contribué à faire, et, par conséquent, de se défaire de son arrogance et de ses préjugés et d'abandonner les pratiques hégémoniques et dominatrices? Coopérera-t-il et s'engagera-t-il enfin sur une voie constructive qui pourrait permettre une cohabitation orientée vers le bien de tous les êtres humains? L'Europe se souvient-elle de son héritage humaniste avec sa substance culturelle fondamentale, correspondant à l'être humain et à sa nature? Les bases spirituelles de la cohabitation humaine existent depuis longtemps; elles remplissent de nombreuses bibliothèques.

Depuis que la très estimée historienne et psychologue *Annemarie Buchholz-Kaiser* a fondé «Mut zur Ethik», il y a 30 ans, ces bases éprouvées animent également nos conférences. Il s'agit notamment des traditions humanistes issues des religions monothéistes ainsi que de l'humanisme, un humanisme moderne ayant intégré les évolutions et acquis essentiels plus récents de la philosophie, du droit naturel, des Lumières, de l'anthropologie et de la psychologie personnelle. Les points essentiels de cette base

Le congrès annuel «Mut zur Ethik»



ef. Depuis 1993, le groupe de travail «Mut zur Ethik» organise chaque année un congrès réunissant des scientifiques et des experts de différentes disciplines et de différents pays. Grâce à ces congrès et aux échanges continus tout au long de l'année, il s'est formé un cercle associatif qui relie des personnes de différentes parties du monde dans un dialogue fructueux et constructif dont résultent presque régulièrement des projets et des activités concrètes.

spirituelle sont la reconnaissance et le respect de la dignité humaine, la recherche du bien pour tous (le «bonum commune»), la protection des droits inaliénables de tous les êtres humains et la responsabilité morale de chacun d'entre nous. Cet ensemble d'éléments qui sont incorporés dans la condition humaine s'est développée dans la plupart des cultures de notre monde.

L'humanité et l'humanisme doivent donc occuper une place centrale, précisément dans un monde en mutation.

Dans cette édition, nous publions une première sélection de contributions au congrès. D'autres contributions seront publiées dans les éditions prochaines d'*Horizons et débat* •

La chance du renouveau

par Karin Leukefeld, Bonn et Damas*



Karin Leukefeld (photo ef)

En septembre 2019, j'ai proposé un reportage à la radio ARD intitulé «A la recherche de traces en Syrie». Je voulais faire un reportage sur les gens ordinaires syriens qui, à l'époque, étaient rentrés en masse de Jordanie et du Liban. J'avais rencontré des familles aux frontières,

y compris celles qui avaient patienté des années en tant que déplacés internes à Roukban, un camp dans le désert au carrefour de la Syrie, de l'Irak et de la Jordanie. Ils étaient entourés de combattants de l'«Etat islamique» (EI/Daech) dispersés, d'un côté, et de troupes américaines de l'autre. Ces dernières avaient construit une base militaire illégale à cet endroit, Al Tanf.

Les gens voulaient rentrer chez eux. Dans les villes, des quartiers entiers étaient réduits en cendres. Dans des abris de fortune, les gens espéraient recevoir de l'aide. La moitié des chrétiens ont quitté le pays.

L'armée turque et l'armée américaine avaient divisé la Syrie le long de l'Euphrate et dans le nord. Le gouvernement syrien a été politiquement isolé par l'UE et les Etats-Unis. La Syrie ne pouvait témoigner de son sort que par les Nations unies. Les sanctions économiques de l'Union européenne et l'embargo pétrolier des Etats-Unis ont rendu l'approvisionnement de la population difficile, la reconstruction urgente ayant été bloquée. Des intérêts internationaux et régionaux contradictoires au Moyen-Orient menaçaient de conduire à une nouvelle guerre. Les signes n'étaient guère favorables, mais les gens souffraient du mal du pays, ils voulaient rentrer.

J'ai voyagé à travers la Syrie. Du nord au sud, d'est en ouest. J'ai rencontré des gens très différents, prêts à parler de leur expérience de

la guerre. Certains étaient gravement malades, rentrés pour mourir dans leur pays. Des femmes venaient montrer leurs enfants qui avaient grandi à l'étranger aux maris, restés au pays. Elles se souvenaient de leur vie avant la guerre et de ce qui leur était arrivé. Elles ont parlé de leurs espoirs pour l'avenir. Tous mes interlocuteurs m'ont dit la même chose, personne n'avait imaginé qu'une telle guerre et que de telles dimensions de destruction hanteraient leur pays.

Ces témoignages ont créé le cœur de mon synopsis que j'ai soumis à la radio allemande. J'ai en plus énuméré les stations qui y figuraient, ainsi que les personnes que j'avais rencontrées, les «protagonistes»:

- Kasab, localité arménienne à la frontière turco-syrienne
- Hambouche (village de la province de Latakia)
- Homs (province de Homs)
- Rastan (province de Homs)
- Tadmour/Palmyre (province de Homs)
- Khan Cheikhoun (province d'Idleb)
- Deir ez-Zor
- Alep
- Tell Rifaat (province d'Alep)
- Damas
- Sayida Zeinab (Damas)
- Soueïda (province de Soueïda)
- Nasib, poste-frontière Syrie-Jordanie (province de Deraa)
- Assal al Ward (Qalamoun)

Protagonistes et témoins:

- *Sebouk Kurkyian*, maire de Kasab: raconte l'attaque de Kasab en 2014. – Des combattants sont venus de Turquie et ont envahi son village, les églises ont été incendiées. Kasab est une station climatique réputée dans le nord de la Syrie.
- *Delal Darviche*, paysanne de Hambouche: raconte l'attaque de son village en août 2014, lorsque des combattants (insurgés) ont assassiné plus de 200 personnes et enlevé 106 femmes et enfants. Elle a été retenue en otage par les combattants pendant trois ans et demi. Au printemps 2018, elle a été libérée en échange de combattants capturés.
- *Mashrouf Sleimane*, chauffeur de taxi, Mheen (province de Homs): a vécu dans le camp de Roukban, au carrefour de l'Irak, de la Syrie et de la Jordanie avec sa famille pendant quatre ans. La seule richesse qui

leur restait était l'alliance en or à la main de sa femme.

- *N.N.*, pharmacien, (Tadmour/Palmyre): a vécu l'attaque de l'«Etat islamique» sur Tadmour en 2015.
- *Abu Mohammed*, Défense civile syrienne Hama, Morek (province de Hama): recherche avec son équipe des soldats et des civils enterrés anonymement dans le sud d'Idleb.
- *N.N.*, officier de l'armée syrienne (Deir Ez-Zor): parle de ses missions, de ses différentes blessures, de ce que la guerre signifie pour lui.
- *N.N.*, soldat de l'armée syrienne (Jobar): huit ans dans l'armée: parle de sa vie d'avant, il était cuisinier dans un restaurant à Alep. Il parle de ceux qui ont quitté la Syrie, de son espoir pour l'avenir.
- *Ayman Diab*, pharmacien (Mayadin/Deir Ez-Zor): a vécu parmi différents groupes armés à Mayadin, il a pu s'enfuir avec sa femme à Deir Ez-Zor, où ils ont vécu pendant trois ans, enfermés par l'EI.
- *Déplacés kurdes* d'Afrin (Tell Rifaat, province d'Alep): Ils ont été chassés d'Afrin début 2018, lorsque l'armée turque et les groupes de combattants qui lui sont alliés sont entrés. L'un des hommes raconte que ses trois enfants vivaient en Allemagne. Pendant l'enregistrement audio, il les a salués, mais s'est ensuite interrompu car sa voix s'est éteinte.
- *Delal et Louiza Issa*, Damas: deux sœurs (nées dans les années 1940): avocate, gynécologue
- *Nour Issa*, Damas: sa petite-nièce de Hasakeh, qui a étudié la littérature anglaise à Damas – et qui est aujourd'hui mariée en Suède.
- *Salim Sabbagh*, Damas: l'un des «cinq amis» sur lesquels j'avais publié un reportage en 2016. Salim était alors le seul des cinq à vivre encore en Syrie – à Noël dernier, il m'a envoyé un message depuis les Etats-Unis.
- *Maamoun Abdoukerime*, Damas: professeur d'archéologie à l'université de Damas et ancien directeur de l'Autorité syrienne des antiquités.
- *N.N.*: archéologue et conservatrice du bimaristan Nur al-Din rénové et rouvert, le plus ancien hôpital de Damas (1154 apr. J.-C.).
- Des personnes déplacées des localités de Kefraya et Al Fouah (province d'Idleb), il

s'agissait de musulmans chiites. Ils vivent et travaillent aujourd'hui à Saida Zeynab, une banlieue de Damas, lieu de pèlerinage avec le sanctuaire où est enterrée la fille de l'imam *Ali ibn Abi Talib*, vénéré par les chiites.

– *Abu Marouane*: ingénieur à la frontière jordano-syrienne Nasib, il vit aux États-Unis comme ingénieur à succès et est revenu pour voir comment il pouvait aider à la reconstruction de son pays à titre privé.

Le tout faisait donc une pièce «de couleurs mixtes», comme on dit. J'avais produit quelque chose de similaire pour la radio, depuis Bagdad en 2005. «Bagdad respire encore», était mon titre. En 2019, la Syrie n'intéressait plus personne. La radio a carrément refusé mon travail. La rédactrice a écrit qu'en Allemagne, personne ne voulait entendre parler un officier ou un soldat de l'armée syrienne.

Construire des ponts

Vivre en arrière-plan des gros titres résume la devise de mon travail. Comment les gens vivent-ils, et comment veulent-ils vivre? Quel est l'impact de la guerre et des sanctions, des interventions et de la mise sous tutelle sur leur vie et leur quotidien?

Avec mes reportages, je voulais construire des ponts, contribuer à la compréhension de différentes cultures, cela dès mes débuts. Mais les circonstances m'ont contrainte à faire le travail d'une correspondante de guerre. Aujourd'hui, je vois plus clairement encore comment la «guerre contre la terreur» et la lutte des Etats-Unis pour s'affirmer comme «seule» instance, comme «puissance mondiale indispensable», en concurrence directe avec d'autres Etats, ont modifié mon travail – un travail essentiellement journalistique.

Ces évolutions s'annonçaient depuis longtemps mais, longtemps, je n'ai pas voulu l'admettre. Le refus de la radio d'organiser un reportage de 2019 a pourtant été un signal clair pour moi. On ne s'intéressait pas aux conséquences des guerres, on ne s'intéressait pas aux êtres humains ni à leur question quotidienne comment ils pourraient retrouver un avenir dans leur pays. Les reportages ne s'orientaient plus sur ce qui se passait dans le pays, sur ce que les gens y disaient – à l'exception de quand ils vitupéraient le président syrien. Les reportages à la radio et

* Karin Leukefeld est journaliste indépendante, née en 1954 à Stuttgart. Elle a étudié l'ethnologie, l'islam et les sciences politiques pour ensuite couvrir le Proche et le Moyen-Orient pour différents quotidiens, hebdomadaires et autres médias, notamment la chaîne radiophonique allemande publique, l'ARD. Accréditée en Syrie depuis 2010, elle se rend régulièrement dans le pays pour réaliser ses reportages. Elle a publié divers ouvrages sur le Proche-Orient, notamment sur la Syrie.

Pour plus de vérité dans les relations internationales

par Hans-C. von Sponeck, Allemagne*



Hans-C. von Sponeck
(photo screenshot)

J'aimerais vous raconter une histoire en lien avec le thème de notre réunion, à savoir la condition humaine, la nature humaine et le devenir de notre société dans un ordre mondial multipolaire. Mais avant cela, je dois dire quelques mots sur

la déshumanisation et le manque d'humanité qui caractérisent le désordre mondial actuel et qui, malheureusement, relèvent du même sujet. Cela concerne la présence d'armes de destruction massive en Syrie et le devoir des organisations multilatérales d'œuvrer pour le bien-être de l'humanité en la protégeant de la guerre, de la pauvreté et de l'exploitation.

Le 7 avril 2018, Douma, une ville de la banlieue de Damas, a subi un bombardement qui a coûté la vie à 43 personnes. Quelques jours plus tard, les forces aériennes américaines, britanniques et françaises ont frappé des objectifs syriens

* Hans-C. von Sponeck, né à Brême en 1939, a étudié la démographie et l'anthropologie physique aux universités de Bonn, de Tübingen et de Washington. Il a été décoré du doctorat honoris causa de l'université de Marburg, en 2010. De 1968 à 2000, von Sponeck a été chargé de diverses missions par les Nations unies. Durant cette période, il a été impliqué dans des missions à New York, au Ghana, au Pakistan, au Botswana et en Inde, cela également dans sa fonction de directeur du bureau européen du PNUD, à Genève. De 1998 à 2000, il a été coordinateur de l'ONU et secrétaire général adjoint de l'ONU, responsable du programme «Pétrole contre nourriture» en Irak. En février 2000, il a démissionné de ses fonctions onusiennes pour protester contre la politique de sanctions à l'encontre de l'Irak. Von Sponeck est porteur de diverses distinctions et auteur de nombreuses publications. Il travaille actuellement avec Richard Falk sur la rédaction d'un livre sur la réforme de l'ONU.

en représailles à l'utilisation présumée de gaz toxiques par le gouvernement syrien. Dans ce cas précis, une stratégie de puissance inhumaine a conduit à une grave crise aux conséquences internationales. Les études scientifiques de l'O-IAC (*Organisation pour l'interdiction des armes chimiques*) ont été manipulées et politisées afin de justifier une attaque aérienne.

Au terme de deux années de travaux, un premier rapport de recherche, que l'on peut consulter, a été publié en juillet 2023. Il décrit ce qui s'est passé et ce qui doit être fait pour faciliter un réexamen fiable de l'incident de Douma et pour restaurer la confiance dans le travail impartial d'organisations internationales telles que l'O-IAC et l'ONU. Sans aucun doute, c'est là une entreprise particulièrement ambitieuse.

Venons-en à mon histoire:

Par une heureuse coïncidence, quatre personnes se sont retrouvées: deux professeurs, l'un Américain et l'autre Britannique, l'ancien directeur général de l'O-IAC, Brésilien, ainsi qu'un ancien collaborateur de l'ONU, Allemand. Nous avons tous les quatre un point en commun: notre volonté inconditionnelle de défendre sans réserve la vérité dans les relations internationales, cette vérité que nous considérons sérieusement menacée dans le cas de Douma. Plus important encore, il s'agit pour nous de protéger des êtres humains qui sont victimes d'une guerre par procuration, une guerre qu'ils n'ont pas souhaitée. Les témoignages de deux scientifiques de l'O-IAC – convertis depuis en lanceurs d'alerte qui occupent des postes clés de l'O-IAC dans l'enquête sur la Douma – nous ont convaincus que, sous la pression de puissants Etats membres, la direction de l'O-IAC à La Haye a manipulé la vérité sur les événements de Douma et continue à le faire à plusieurs reprises.

En 2019, après un entretien confidentiel avec l'un des lanceurs d'alerte à Bruxelles,

nous avons donc décidé de former un petit groupe de résistance citoyenne pour continuer à enquêter sur ce même sujet très lourd: Douma. Comme notre première rencontre avait eu lieu à Berlin en 2021, nous nous sommes donné le nom de «BerlinGroup 21».

La géopolitique au détriment de l'homme

Plus nous approfondissons la question des armes chimiques par rapport aux événements de Douma, plus le sinistre petit jeu géopolitique qui se déroulait et continue à se dérouler à La Haye, au détriment de populations entières, devient clair. C'est pourquoi nous avons contacté d'anciens collaborateurs de l'O-IAC ainsi que d'autres experts, afin d'obtenir un complément d'informations: des chimistes, des experts en toxicologie et en balistique ainsi que des gens spécialisés en matière d'armement, de questions de sécurité, de politique qui connaissent bien la Syrie. Au printemps 2021, ces efforts ont conduit à une «Déclaration de profondes préoccupations» proposée à l'approbation de 24 personnalités de renommée internationale qui l'ont ensuite signée, quatre d'entre eux étaient membres de l'O-IAC.

Les présidents de l'Assemblée générale des Nations unies, du Conseil de sécurité et de la Commission des droits de l'homme, ainsi que le secrétaire général de l'ONU ont été les premiers à être personnellement contacté et invité à partager les préoccupations exprimées dans la déclaration avec les signataires. L'ONU nous a répondu par son silence. Les responsables de l'organisation mondiale, censés représenter les citoyens de ce monde unique, ont fait semblant de ne pas comprendre nos préoccupations et n'ont pas eu le courage d'intervenir en faveur de la paix, leur raison d'être. De plus, il nous importait de transmettre notre déclaration de préoccupations au directeur général de l'O-IAC, et de l'accompagner d'un

courrier personnel lui demandant de convoquer tous les membres du groupe d'investigation de l'O-IAC impliqués dans les événements de Douma, dans le but de procéder à une réévaluation des rapports publiés. Il a répondu en nous renvoyant le pli contenant notre lettre et déclaration non décajeté. De notre part, personne n'aurait pu imaginer un tel affront.

Nous n'étions certes pas découragés, mais déçus. Toutefois, l'attitude négative des deux organisations mondiales nous a fait comprendre que notre documentation, la déclaration de préoccupations, ne pouvait être que le début d'une initiative citoyenne. La prochaine étape consisterait donc à rédiger un rapport détaillé sur les manipulations, les analyses erronées et la censure de l'O-IAC dans la manière d'accomplir sa tâche.

Pour ce faire, nous avons besoin d'experts dans ce domaine et de soutien politique. Nous avons déjà accès à des experts. Pour ce qui concerne le soutien politique, nous avons établi des contacts avec des députés du Parlement européen, ce qui nous a permis d'obtenir le soutien de deux députés européens irlandais qui nous ont chargés de rédiger ce rapport. Il s'agissait d'une étape importante qui a également apporté les moyens d'assurer le financement et la distribution du rapport. Jusque là, nous avions personnellement pris en charge toutes les dépenses liées à la gestion de notre site web, aux traductions et au matériel. Pour des raisons évidentes, la collaboration avec les deux députés européens est restée secrète jusqu'à la publication du rapport en juillet, après deux ans de dur travail dans un environnement complexe.

Durant cette période, il n'a pas été facile de faire comprendre à toutes les personnes concernées que même si le cas de Douma constituait une affaire grave mais ponctuelle, il était

suite page 7

«La chance de renouveau»

suite de la page 5

dans les journaux s'alignaient donc sur la politique officielle dirigée contre le gouvernement syrien. Mes offres à d'autres chaînes de radio et de télévision publique sont restées sans réponse, à deux exceptions près.

Aujourd'hui, il saute aux yeux que mes reportages en provenance de Syrie ne sont plus souhaités, politiquement. Ils ont probablement été considérés à l'interne des rédactions comme «non crédibles», car je dispose d'une accréditation de journaliste en Syrie, obligation habituelle pour chaque correspondant à l'étranger, délivrée par le Ministère de l'Information. Mon travail en Syrie a donc été classé comme une légitimation «automatique» du «régime Assad» et comme une «objectivité journalistique mal placée».

Personne ne me l'a insinué, mais lorsque j'ai lu la déclaration de l'École supérieure des médias, de la communication et de l'économie (HMKW), fin 2022, institution qui licenciait Patrik Baab, ancien rédacteur de la NDR et chargé de cours, j'ai compris. Pour ces gens, Patrick Baab avait couvert le référendum à Donetsk dans l'intention de donner ainsi «une légitimation» à Poutine.

Les rédacteurs des journaux pour lesquels j'avais couvert les événements depuis plus de vingt ans ne se montraient plus intéressés. Certains me reprochaient d'être «proche d'Assad», bien que, ou peut-être parce que je plaçais pas au centre de mon intérêt le président syrien. Certains m'ont reproché de toujours soulever les sanctions, qui, pour eux, avaient été imposées à juste titre – pour cause de violation des droits de l'homme.

La proposition de réaliser une interview avec la rapporteuse spéciale de l'ONU, Alena Douhan, qui enquête en mission officielle sur les violations des droits de l'homme dues aux mesures économiques punitives unilatérales (sanctions), a été accueillie par le silence le plus strict.

Au lieu de cela, on publie aujourd'hui des rapports sur la Syrie rédigés de l'extérieur, qui soulignent les positions de l'Occident contre la Syrie: les réfugiés n'oseraient pas rentrer par peur d'être arrêtés, Assad s'enrichirait personnellement de l'aide humanitaire et le «régime Assad» serait responsable de 98 pour cent des crimes commis en Syrie.

Aujourd'hui, je passe beaucoup de temps à décrypter ce genre de propagande surpui-

sante, souvent diffusée à cent pourcent par les médias occidentaux. Leur objectif est de faire en sorte que l'opinion publique locale ne se solidarise pas avec les populations de Syrie – ou d'autres pays stigmatisés. Le but n'est pas de faire naître des sentiments humains à l'égard des habitants de ces pays, c'est d'extirper tout élan d'humanité. L'objectif de la propagande est que la justification officielle de l'action des gouvernements et des alliances occidentales soit approuvée et soutenue.

Les intérêts géopolitiques internationaux compliqués et les luttes de pouvoir ont tissé un réseau de propagande sur la Syrie et l'Asie occidentale. Est-ce que je m'y suis enchevêtrée?

Le renouveau des rapports de force internationaux – une chance majeure

Le changement des rapports de force internationaux se manifeste notamment dans le monde arabe et africain. Il y a quelques jours, plus de 60 Etats ont participé au sommet des BRICS qui s'est tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud. De nombreux pays ont déposé leur demande d'admission à l'alliance, six Etats l'ayant déjà acquise: L'Argentine, l'Éthiopie, l'Égypte, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis.

L'alliance contribue de manière résolue à la construction d'un ordre mondial multipolaire représentant, en tant que BRICS plus, les 46 pour cent de la population mondiale tandis qu'ils fournissent plus de 37 pour cent de la performance économique mondiale. Pour les pays du Sud global, une alternative s'offre à eux: se libérer du filet encombrant de la tutelle et des sanctions occidentales et se concentrer sur leur propre développement. Ils saisissent leur chance.

Leurs populations sont intéressées à partir dans cette direction parce qu'elles savent qu'elles ont droit à une meilleure vie. Ce ne sera pas une promenade de dimanche, il est vrai, mais ils y sont préparés. Des universités, des groupes de réflexion et de nouveaux médias se sont mis en place pour accompagner ce départ. Ils vont mettre en place leurs propres institutions, nous verrons bien. Nous devons apprendre d'eux.

De l'autre côté, les pays qui ont revendiqué le leadership du monde jusqu'à présent devront se réorienter. Cela prendra du temps. Il faut qu'ils comprennent que ce ne sont plus Bruxelles, Washington ou Londres à donner

le ton au monde entier. L'Occident devra développer son ouïe, apprendre à écouter, à se mettre d'accord avec autrui.

Il y a un temps pour tout, voilà donc arrivé le temps des autres. Le temps où les ordres du monde occidental régnaient a pris fin.

La RAND Corporation ou le European Council on Foreign Relations ont beau concevoir des jeux de plans, ils ne seront jamais mis en œuvre car les pays susceptibles de se soumettre à ces plans ne participent plus à ces jeux.

Mais il n'est pas dit que cela se termine bien.

Car ceux qui se croient supérieurs et qui veulent imposer leurs règles et valeurs au reste du monde n'y renonceront pas facilement.

De nouvelles armes et de nouveaux systèmes d'armement sont en train de se développer. L'opinion publique est mise au pas. Ceux qui veulent suivre leur propre voie verront leurs chaînes se resserrer encore davantage. Aujourd'hui déjà en Europe, Internet n'offre pas un accès libre à de nombreux autres médias. Les contenus qui dérangent sont supprimés et les images et les vidéos qui élucident les choses éliminées.

«Cette chaîne est interceptée parce qu'elle ne respecte pas les lois locales», lisait-on hier sur un portail d'information libanais. J'ai ensuite eu accès à la vidéo par des voies détournées: on y voit des enfants du nord-est de la Syrie bloquer le passage de quatre véhicules blindés américains à travers leur village de Hamou. Ils jetaient des pierres et arrachaient les drapeaux américains des véhicules qui partaient...

Plus un pays de l'alliance occidentale tente de poursuivre sa voie, plus les brides avec lesquelles le bloc de l'OTAN et de l'UE dirigé par les Etats-Unis essaie de tenir sont resserrées.

Il n'est pas dit que le réajustement du monde se termine bien.

L'hémisphère occidental mise sur la guerre. Pour les dirigeants des Etats-Unis et de l'UE, il ne s'agit pas des êtres humains et de leurs conditions, mais de leur contrôle. Il s'agit d'avoir accès aux matières premières et d'en contrôler les voies de transport. Pour s'en assurer, on ment, on triche et on marche sur des cadavres. La responsabilité est rejetée sur les autres. Tout cela est amplement évident face à la guerre en Ukraine.

C'est ce que montre l'histoire des «guerres contre la terreur» qui, depuis plus de 20 ans, ont tracé un sillon de désolation de l'Afghanistan au Sahel, en passant par l'Irak, la Syrie,

le Yémen, la Libye et le Soudan. Les pays et les sociétés qui ne se soumettent pas sont stigmatisés, punis, isolés et méprisés. Les champs de blé se transforment en champs de bataille. Dans les pays susmentionnés, plus de sept millions d'enfants de moins de cinq ans sont considérés être mal nourris. En anglais, on les désigne par la notion «wasted» – gaspillés, atrophiés, incapables de vivre.

Ceux qui s'accrochent à leur patrie vivent sans électricité ni eau, au jour le jour. Au lieu de la souveraineté et de la reconstruction, il sont exposés à l'aumône et à la guerre.

Que faire?

En tant que journaliste, j'ai souvent été tentée d'arrêter mon travail. Les ponts que je voulais construire sont inachevés. Mais ne plus faire de reportage signifie s'effacer devant la propagande. Ce n'est pas une option. Rendre compte des conséquences des guerres, donner une voix et un visage aux gens là-bas, c'est tendre un miroir à l'opinion publique locale. Montrer et dire ce qui est et établir les contextes offre la chance de comprendre sur quoi débouchent les actions de l'hémisphère occidental.

Dans les pays dévastés et touchés, on a perdu toute confiance dans l'Occident depuis longtemps déjà. On se détourne de ce monstre qui promet la démocratie et la liberté, mais qui en fait pille leurs matières premières et fait main basse sur leurs richesses. Les populations du Sud global ont assez de la guerre, de la destruction et de la tutelle permanente. On se tourne vers de nouveaux partenaires qui, l'on espère, se montreront plus fiables. Il faut soutenir cette démarche, non pas par le sentiment de culpabilité, mais avec la conviction de faire quelque chose pour un avenir positif.

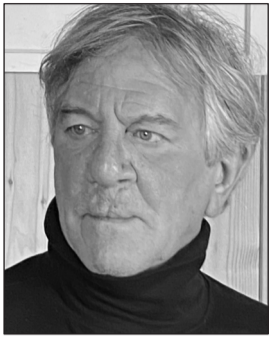
Aujourd'hui, nous autres citoyens participons de moins en moins à la construction du monde. Non pas parce que nous ne l'essayons pas ou parce que nous ne faisons pas de propositions, mais parce que les gouvernements volent les bonnes idées, se les approprient et les laissent ensuite tomber dans le vide. Pour de nombreux responsables, la volonté et le bien-être de la population ne comptent pas.

Le nouveau départ des pays du Sud est une chance pour tous volontaires de mettre un terme à la destruction. Soyons courageux, rejoignons-nous à eux. Apprenons ensemble. Ensemble, nous pouvons corriger les erreurs et les dérives du passé.

(Traduction Horizons et débats)

Le journalisme au 21^e siècle – basé sur des fondements éthiques

par Patrick Lawrence*



Patrick Lawrence
(photo ef)

Ce week-end, nous parlons et réfléchissons au monde multipolaire dans lequel nous vivons, sous la forme manifestée autour de nous. Comme Xi Jinping, un éminent défenseur de ce monde multipolaire, l'a fait remarquer, il n'y a pas si longtemps, c'est une période de grands défis, mais aussi de grandes promesses. Je me rallie à cette idée. Et ce matin, je voudrais faire quelques remarques sur le rôle, la place et la responsabilité du journaliste dans ce monde multipolaire en devenir.

Un changement profond

Les journalistes doivent subir une profonde mutation pour répondre aux défis et aux espoirs de notre époque. Pour reprendre un terme auquel j'aimerais en ajouter quelques-uns, les journalistes doivent se positionner de manière multipolaire s'ils veulent que leur moment, notre moment, soit reflété dans l'histoire.

Dans tous les cas, la tâche principale du journaliste consiste à représenter le monde pour des lecteurs et des spectateurs dont la vision reste limitée. Pour le journaliste, et je parle ici notamment du correspondant, «représenter» signifie donc «re-présenter». En effet, le journaliste crée des réalités, et ces réalités sont ancrées dans l'esprit des lecteurs et des spectateurs pour se faire une idée du monde tel qu'il est vraiment.

La responsabilité du correspondant, si nous considérons son travail de cette manière, est évidente. Jusqu'à nos jours, le journaliste était tenu de rapporter, d'écrire ou d'émettre entièrement à partir de la perspective du pays que soutenait son média. Si vous écrivez pour un journal américain, votre travail reflète le point de vue américain orthodoxe.

La perspective «autre» du monde

C'est un aspect subtil, mais la perspective «autre» qui est celle des autres est présentée comme une déviation de la norme. En d'autres termes, le journaliste doit travailler à l'intérieur de la construction nommée par les scientifiques «le soi et l'autre» [qui maintient l'écart, ndt] et la consolider. Dans cette perspective, il y a, de la part du journaliste, le «nous», et il y a, de l'autre, le «eux». Le travail s'effectuait pour ainsi dire le nez collé à une vitre, de l'autre côté de laquelle se trouvaient les personnes et les sociétés dont on parlait. C'était un peu comme si le correspondant les contemplait à la manière d'une de ces boules de neige avec lesquelles vous êtes peut-être familiers. S'approcher de trop près, c'était, dans cette vue, «se faire indigène», comme on dit, et c'était considéré comme une trans-

* Patrick Lawrence, correspondant étranger de longue date, notamment pour l'«International Herald Tribune», est chroniqueur, essayiste, auteur et conférencier. Son avant-dernier livre est intitulé «Time No Longer: Americans After the American Century», Yale 2013. En juillet, son nouveau livre «The Journalists and Their Shadows» est paru chez Clarity Press. Son site web est patricklawrence.us. Soutenez son travail via [patreon.com/theffloutist](https://www.patreon.com/theffloutist).

gression qui n'était pas anodine. Ne pas considérer l'écart, était, entre guillemets, «non professionnel».

Faute de temps, je voudrais vous donner un bref aperçu de la pratique du journalisme traditionnel et de celui exigé aujourd'hui. La guerre froide a été, selon moi, l'évolution la plus dommageable du siècle dernier pour le journalisme, car elle a plus ou moins institutionnalisé le récit de la perspective de soi, à l'écart de celle des autres. C'est cette pratique du journalisme que nous devons maintenant résolument laisser derrière nous si nous voulons être à la hauteur des défis de notre monde multipolaire et apporter notre contribution à la réalisation de nos espoirs liée à ces changements.

La réinvention du «correspondant à l'étranger»

J'ai passé trois décennies à l'étranger en tant que correspondant, commentateur et rédacteur et j'ai eu beaucoup de chance à bien des égards. L'un d'entre eux était le type de publications pour lesquelles je travaillais. Les deux plus importantes d'entre elles, la «Far Eastern Economic Review» et l'«International Herald Tribune», étaient inhabituelles dans la mesure où elles n'avaient pratiquement aucune nationalité devant laquelle il fallait se distinguer. La «Review» sortait à Hong Kong et était majoritairement détenue par une banque. Le «Herald Tribune» était détenu par des Américains, son siège social se situant à Paris, ce qui lui donnait une vision plutôt mondiale des événements, contrairement à une perspective purement américaine. Lorsque j'ai terminé mes trois décennies d'expatriation, la plupart en Asie et toutes dans des pays non occidentaux, j'ai rassemblé mes idées dans un cours que j'ai dirigé à l'université d'Hong Kong. Je l'ai intitulé «La réinvention du «correspondant étranger»» puisque c'est ce que je considérais comme nécessaire à l'époque – une réinvention de cette «institution traditionnelle».

J'ai commencé par poser des questions, et il était plus important pour moi de poser les questions que d'avoir des réponses, car elles [les questions] étaient très nouvelles. Le travail d'un correspondant doit-il toujours rester ancré dans sa propre culture ou sa nationalité? Doit-il refléter les hypothèses et les présupposés, la politique et le positionnement politique du média pour lequel il couvre l'événement? Ou bien le travail peut-il transformer le correspondant de telle sorte qu'il soit plus qu'un Américain écrivant pour un journal américain, ou qu'un Égyptien écrivant pour un journal égyptien, ou (ce qui n'est pas rare de nos jours) qu'un Égyptien ou un Brésilien écrivant pour des médias américains, britanniques ou je ne sais quel autre média?

Ce n'était pas des rêveries. Je les considérais alors, tout comme aujourd'hui, comme des questions fondamentales. La réponse à la dernière idée est facile à trouver: non. Si l'on se laisse guider par le passé, c'est une vision commune qui définit une culture, et celle-ci ne peut pas être abandonnée. Si vous écrivez pour un journal américain, vous serez tatoué «Américain», et votre travail, lorsqu'il sera publié, parlera dans cette langue, la langue inexprimée et sous-jacente façonnant chaque langue. Cependant mes années dans ce domai-

ne suggèrent une réponse supplémentaire. Parmi tout ce que notre époque veut nous signifier, le premier de ses messages est le suivant: le passé n'est utile qu'en tant qu'outil de navigation. L'une de nos tâches les plus importantes est un acte ciblé et continu de transgression ou de transcendance – de nous-mêmes, de nos perspectives héritées, de nos cultures. Je ne parle pas ici de faire semblant d'être autre chose que ce que l'on est – Américain, Allemand, Britannique. Je parle d'une nouvelle prise de conscience: les correspondants occupent une place très particulière exigeant d'eux – consciences de leurs responsabilités et faisant preuve de l'autodiscipline nécessaire – qu'ils laissent derrière eux leur nationalité, le temps de leur activité parmi d'autres. C'est le projet que je propose maintenant.

Ce que sont les correspondants et qui ils sont, ce qu'ils font et comment ils le font, où ils se situent par rapport à ceux qu'ils couvrent, quelles sont leurs responsabilités vis-à-vis de ceux qu'ils couvrent et aussi vis-à-vis de leurs lecteurs ou de leurs téléspectateurs – tout cela exige un changement fondamental de mentalité, pour autant que ces questions aient jamais été prises en considération jusqu'à présent.

«S'enraciner localement» – un impératif Devenir autochtone, autrefois une transgression de frontières, n'est pas seulement une vertu, mais un impératif du changement. Cela signifie se rapprocher bien plus que ne le permettent les formes traditionnelles, afin de franchir la frontière artificielle entre soi et autrui. Cela signifie laisser une partie de soi-même derrière soi au nom de la tâche à accomplir. Cela signifie rendre compte d'un peuple différent, non pas le nez collé à la vitre, mais après un effort déterminé, issu de son for intérieur, du centre. Dans un tout autre contexte, Friedrich Nietzsche a qualifié cela d'«abandon du vêtement occidental». Vaclav Havel, dans un discours très remarqué prononcé à Independence Hall de Philadelphie, le 4 juillet 1994, a dénommé ce que je décris «un nouveau modèle de vie en commun, fondé sur le fait que l'homme se transcende lui-même». Plusieurs autres noms méritent d'être cités ici. Ryszard Kapuściński, le célèbre journaliste polonais, a publié un excellent livre sur ce sujet, intitulé «L'Autre». Emmanuel Lévinas, phénoménologue français né en Lituanie, a consacré une grande partie de son œuvre à la question du soi par rapport à l'autre. Il défendait en effet l'idée qu'en fin de compte, nous ne devons pas seulement reconnaître l'autre, mais aussi assumer nos responsabilités envers l'autre.

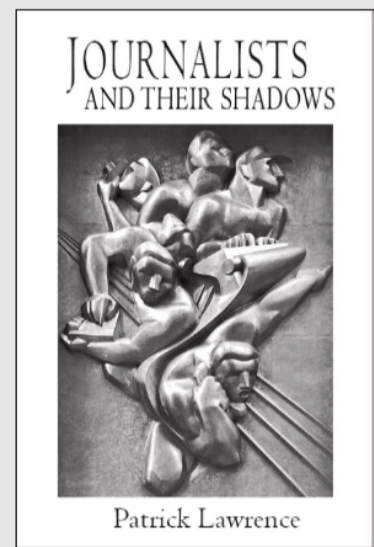
Après une longue période de transcendance de soi, comme je viens de l'évoquer très brièvement, les correspondants se rendront compte, comme je l'ai fait moi-même, que lorsqu'ils parlent d'autrui, ils se regardent dans un miroir – pour en apprendre autant sur eux-mêmes que sur ceux qui ils ne cessent d'observer. J'aime ce mot «transcender» pour décrire ce que je propose. C'est réalisable. Nous pouvons nous transcender nous-mêmes. Je l'ai fait, et je ne suis pas le seul à le faire. Je ne peux pas arriver à une autre conclusion que celle qu'elle résulte d'un long processus. Il en va de même avec la question de l'exceptionnalisme et du post-exceptionnalisme: dans les deux cas, je parle

d'une nouvelle conscience. Les changements que notre époque exige de nous sont importants et nécessitent de gros efforts.

Médias indépendants

Pour conclure, je voudrais souligner que cette tâche sera particulièrement difficile à accomplir au sein de nos propres médias. Je défends depuis longtemps l'idée que la responsabilité des médias indépendants est bien plus grande que leurs ressources, mais qu'elle doit néanmoins être assumée, voire acceptée. Je vais donc mentionner une autre de ces responsabilités. C'est dans les médias indépendants que le journaliste peut être le plus efficacement «réinventé» en réponse à notre époque, pour reprendre le terme de mon cours universitaire, afin de répondre aux défis de notre nouveau siècle et à nos espoirs face à lui. •

(Traduction Horizons et débats)



Ce compte rendu de la trahison de plus en plus sordide de la confiance du public dans les médias américains met en lumière les raisons pour lesquelles le public américain a pensé et pense comme il le fait, comment il s'est rendu compte que la vérité qu'il cherche n'existe pas, et où et comment il peut peut-être encore la découvrir. Ce livre est un guide pour l'avenir du journalisme lui-même. (Clarity Press)

«Patrick Lawrence, aussi drôle et rusé qu'on puisse l'être, a écrit une histoire à la fois exaltée et tranchante du journalisme à l'époque de l'endiguement de l'Amérique après la Seconde Guerre mondiale. Son amour pour notre profession défectueuse et sa joie d'y avoir assisté font que ses regrets et ses critiques résonnent avec les meilleures intentions. De plus, on prend un plaisir fou à les lire.» (Seymour Hersh)

«Patrick Lawrence a écrit un excellent livre sur le journalisme, au verbe haut. Il est en colère, encourageant et sage, et il nous donne de l'espoir. Il dit que l'infiltration d'une grande partie de notre métier par une propagande grossière n'est pas encore terminée et qu'un 'cinquième pouvoir' de chercheurs de vérité indépendants est en train d'émerger. Une vérité est immuable: nous, les journalistes, ne sommes rien d'autre que des professionnels au service du peuple, mais jamais au service du pouvoir.»

(John Pilger)

«Pour plus de vérité...»

suite de la page 6

bien plus important de considérer cette affaire ponctuelle comme symptomatique d'un conflit global entre les grandes puissances et d'agir en conséquence. Alors que nous travaillions sur le rapport, nous avons eu de nombreuses occasions d'exposer les circonstances du cas de Douma et d'écrire des articles à ce sujet dans des débats publics de manière délibérément restreinte. Les grands médias américains et européens n'avaient aucun intérêt à s'exprimer dans notre sens. Ils nous ont harcelés, ou plutôt, ils nous ont accusés de défendre le dictateur syrien et de faire allégeance à la propagande russe.

Des attaques personnelles plutôt qu'une discussion factuelle

Nous avons tous subi des attaques sur le plan personnel. L'un d'entre nous a été empêché de s'exprimer au Conseil de sécurité de l'ONU,

tandis que l'audition d'un autre n'a pas été jugée recevable par deux ambassadeurs du groupe P5, qui n'ont même pas participé à cette audition. Ailleurs, une ambassadrice a déclaré, en faisant référence à notre groupe: «Eh oui, ce sont des gens qui balancent de la boue dans l'espoir qu'elle reste accrochée aux destinataires.» Un institut universitaire européen réputé et respecté a retiré son invitation à un congrès sur la Convention sur les armes chimiques, à l'époque où notre rapport était publié, arguant qu'il devait y avoir «un équilibre entre la dimension politique et la dimension académique» – une déclaration qui m'a littéralement effrayé. On a déclaré à un autre de nos membres que sa participation à notre groupe avait détruit l'œuvre de toute sa vie.

L'année dernière, une chaîne de télévision publique bien connue en Europe centrale a diffusé un long documentaire sur les armes chimiques et Douma, il concluait que des armes chimiques y avaient en effet été employées – constat

qui ne correspondait en rien à ce que nous avions établi sur la base des documents dont nous disposions. Nous avons contacté le chef d'antenne pour lui demander de nous accorder un délai qui nous permettrait de présenter nos propres conclusions. Dans sa réponse, il a indiqué que nous devions d'abord prouver que nous étions en mesure de respecter la déontologie du «reporting» diffusé par son institution. Le chef d'antenne a donc reçu notre rapport concernant ce sujet il y a quelques jours. Il nous tarde de savoir si nous allons passer le test standard de la chaîne de télévision mentionnée et si un entretien pourra avoir lieu. Il y a d'ailleurs également eu de fausses déclarations à la BBC et dans les médias papier anglais, qui ont ensuite dû être retirées.

Notre rapport a été envoyé aux 193 États membres de l'ONU et de l'OIAIC, en format numérique et en format papier. Le directeur général de l'OIAIC et son conseil technique consultatif l'ont également reçu accompagné

d'une nouvelle requête demandant à l'organisation de remplir ses obligations et de convoquer une nouvelle enquête sur Douma. En tout état de cause, les enveloppes ne nous ont pas encore été retournées. Au Brésil, le nouveau gouvernement brésilien du président Lula da Silva a rapidement réagi à l'envoi du rapport en ordonnant aux ambassades brésiliennes à New York et à La Haye d'insister pour que ce dernier fasse l'objet d'un débat au sein du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'OIAIC. Nous nous attendons à ce que d'autres gouvernements et le secrétaire général des Nations unies fassent de même. Bien entendu, nous espérons vivement que les institutions de la société civile feront entendre leur voix et rappelleront aux gouvernements qu'en définitive, des organisations telles que l'ONU et l'OIAIC ont un devoir à remplir envers les citoyens, celui de protéger la vérité et de faire respecter le droit international. •

(Traduction Horizons et débats)

L'Ukraine, avant et après

Le conflit a changé la face du monde

par Scott Ritter, Etats-Unis



Scott Ritter
(photo wp)

C'est un honneur et un privilège d'être parmi vous pour vous parler. J'aimerais que nous puissions aborder des sujets plus gratifiants. J'aimerais que notre époque nous permette de parler de progrès avec la certitude que le monde progressera avec nous, mais nous vivons actuellement des temps difficiles. Aujourd'hui, on m'a demandé de traiter de la géopolitique mondiale dans le contexte du conflit ukrainien. Je pense que lorsque les historiens se pencheront sur les événements qui se déroulent actuellement, ils parleront de «av. U.» et «apr. U.», de la même manière que nous parlons de «av. JC.» et «apr. JC.». «Av. U.» signifiera «avant l'Ukraine», «apr. U.» tout ce qui se passera après. Mesdames et Messieurs, le conflit ukrainien a tout changé.

Le monde actuel est fondamentalement différent de celui existant avant le début du conflit ukrainien. Si je dis «le conflit ukrainien», soyons clairs sur une chose: en réalité, le conflit ukrainien dure depuis des décennies. Mais le conflit actuel dont je parle est celui qui s'est déroulé depuis la décision de Vladimir Poutine d'envoyer des troupes russes en Ukraine, le 24 février 2022.

«Les Etats-Unis doivent reconnaître que le monde futur sera celui de pays égaux»

Deux fois par an, j'ai l'honneur et le privilège de conseiller un conseil d'administration composé de certaines des personnes les plus puissantes et les plus influentes au monde – il s'agit de personnes se trouvant aux fonctions clés dans l'industrie du pétrole et du gaz – là où l'on gagne beaucoup d'argent et où cet argent est synonyme de pouvoir. On m'a demandé d'y aborder la géopolitique et, depuis plusieurs années, je martèle deux choses, pour essayer de convaincre ces dirigeants de l'industrie mondiale que le monde évolue, qu'il faut évoluer avec lui sous peine d'être dépassés. J'y ai évoqué le fait que le monde évolue de l'exceptionnalisme américain vers la multipolarité, dans laquelle l'Amérique n'est plus considérée par le monde comme la puissance hégémonique du globe – et qu'au contraire, l'Amérique devra apprendre à participer à une communauté mondiale d'égaux. Ils ont rétorqué: «Non, parce que cela obligerait l'Amérique à s'écarter de l'ordre international fondé sur le respect des règles». Il s'agit, bien entendu, des règles que les Etats-Unis ont figées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour renforcer leur pouvoir.

L'ordre international fondé sur ces règles diffère crûment des principes, par exemple, de la Charte des Nations unies, qui parle de multipolarité, d'égalité mondiale et de toutes ces choses «absurdes». Parlant d'«absurdité», je me place du point de vue américain, car nous ne croyons à rien de tout cela, nous nous basons au seul pouvoir des Etats-Unis. Nombre de ces chefs d'entreprise dont je parle sont américains. Ils dirigent des sociétés dites multinationales, mais elles n'augmentent en rien les richesses de diverses nations. Elles ne font qu'enrichir les Etats-Unis. Par conséquent, pour continuer à exister, il leur faut un ordre international fondé sur des règles qui garantissent le maintien de ce système d'enrichis-

«Quand l'Europe comprendra-t-elle que l'OTAN est un faux prophète? Quand l'Europe se rendra-t-elle compte que l'argent que vous investissez dans l'OTAN est de l'argent gaspillé? Quand l'Europe comprendra-t-elle qu'au lieu de rechercher la guerre, elle devrait rechercher la paix? Il est temps que l'Europe se réveille.»

sement qu'ils ont mis en place au cours des 40, 50, 60, 70, 80 dernières années.

Une époque révolue

L'autre chose exposée à cette occasion concerne ceux qui s'imaginent que l'Amérique peut imposer sa volonté au monde, quoi qu'il arrive, même si nous rencontrons un problème économique, en pouvant le régler en notre faveur par le déploiement de notre puissance militaire inégalée. En effet, en termes de puissance militaire, certains pensent que personne au monde ne peut rivaliser avec les Américains. Et là, je leur ai dit: «Cette époque-là aussi est révolue.»

Ils n'ont rien voulu entendre. Mais j'ai évoqué la réalité: vingt ans de guerre sans fin dans le cadre de la soi-disant guerre mondiale contre le terrorisme ont fondamentalement transformé la capacité de résistance de l'armée américaine. Nous ne sommes plus entraînés, armés, équipés ou préparés pour mener une guerre terrestre en Europe ou un conflit à grande échelle dans le Pacifique. Au contraire, nous avons démantelé notre armée en Irak, en Afghanistan, en Syrie – nous n'avons plus les compétences nécessaires. Et cela non plus, ils n'ont pas voulu l'entendre. Ils ont dit: «Non. L'Amérique a des porte-avions, l'Amérique a des divisions blindées, l'Amérique est l'Amérique et le monde ne pourra jamais vaincre l'Amérique.»

Après l'Ukraine ...

Ça, c'était «avant l'Ukraine». Après l'Ukraine, une nouvelle réalité s'est installée. Avant l'Ukraine, les Etats-Unis ont réussi à convaincre l'Europe que la Russie pouvait être soumise à des sanctions. Je sais que nous en rions aujourd'hui, lorsque nous réfléchissons au caractère ridicule de la trop grande confiance de ceux qui le croyaient. Mais ceux dont la mémoire reste active, se souviennent que deux ans avant le conflit, les Etats-Unis n'arrêtaient pas de répéter: «Nous mettrons la Russie à genoux». Avec l'Occident, nous sanctionnerons la Russie, nous briserons sa volonté. La Russie va plier. Même si la Russie entrait militairement en Ukraine, elle ne pourrait pas soutenir cette attaque parce qu'alors ce serait l'effondrement de son économie.»

Aujourd'hui, l'économie russe est plus forte qu'elle ne l'a jamais été, en grande partie grâce aux sanctions économiques: Mais il ne s'agit pas seulement de la consolidation de l'économie russe. Il s'agit de la façon dont le monde perçoit l'Amérique: la spécificité américaine appartient au passé.

Les BRICS – la multipolarité est devenue une réalité

La semaine dernière s'est tenue, en Afrique du Sud, une réunion de l'organisation des BRICS – que l'on appelle les cinq «pays en voie de développement». La Chine est-elle une nation en développement? L'Inde est-elle une nation en développement? Ce sont des pays développés. Ils n'ont pas été en mesure de se réunir avant le conflit ukrainien. Il y avait des querelles internes. En effet, l'Inde et la Chine étaient en désaccord et l'économie russe n'était pas très florissante. Qui connaissait le Brésil? Le continent africain était-il prêt pour le développement? Ce sont là les questions que l'on se posait avant. On n'en parle plus. Avant la semaine dernière, les BRICS étaient un concept prometteur. Aujourd'hui, les BRICS sont une réalité qui a changé le monde. Remarquez que je n'ai pas dit «en train de changer» le monde. J'ai dit «changé le monde».

Laissez-moi vous dire ce qui s'est passé lorsque les BRICS se sont regroupés, puis agrandis. L'Amérique est passée de la première à la deuxième place. L'époque de la spécificité américaine est révolue. C'est du passé,

c'est terminé, c'est fini, c'est révolu. Peut-être n'en avons-nous pas encore pris conscience. Les Américains peuvent croire qu'ils sont toujours les premiers, mais ce n'est pas le cas. Nous avons été court-circuités par les BRICS. Bon, vous allez m'objecter: «Une minute, Scott, tout ça est l'affaire d'un grand nombre de pays.» Selon vous, que signifie la multipolarité? Elle signifie que de nombreux pays travaillent ensemble. Et la multipolarité n'est plus une théorie: c'est une réalité.

La réalité des BRICS est ainsi faite que l'Amérique est passée en deuxième position. Elle y restera à jamais car elle n'aura plus la puissance économique nécessaire pour supplanter l'organisation multipolaire connue sous le nom de BRICS qui, à l'heure même où nous parlons, est en pleine expansion. Et ce qui est intéressant avec les BRICS, c'est que nous avons essayé d'écarter la Russie de l'ordre du jour. Nous avons essayé d'empêcher Vladimir Poutine de participer à cette réunion. Il y a bel et bien assisté par procuration, par le biais de son ministre des affaires étrangères, Lavrov. Il a assisté à la réunion par vidéo. Il a dominé les débats. La Russie présidera les BRICS à partir de janvier 2024. Lorsque les BRICS passeront de cinq à six membres, Vladimir Poutine sera à la tête des BRICS. Et lorsque les BRICS se réuniront à nouveau l'été prochain pour y accueillir dix nations, Vladimir Poutine sera toujours à la tête des BRICS.

La folle course de l'OTAN d'échec en échec

Tout s'est retourné contre nous. Tout ce que nous entreprenons s'est retourné contre nous. Et pas uniquement sur le plan économique. Sur le plan militaire: avant l'Ukraine – j'essaie d'introduire ce concept dans l'esprit des gens – avant l'Ukraine donc, les gens craignaient l'armée américaine à juste titre. Nous partons souvent en guerre. Notre action s'accompagne nécessairement de létalité. En Europe, l'OTAN était convaincue d'être une alliance militaire puissante. L'OTAN pensait que lorsque l'OTAN montrerait ses muscles, les gens obéissaient – au moins avant l'Ukraine. Après l'Ukraine, l'OTAN s'est avérée être un tigre de papier, un tigre de papier.

L'OTAN n'a pas de force militaire. L'OTAN n'a pas la capacité de déployer une véritable force armée au-delà des frontières de l'Europe. L'OTAN est incapable de mener une guerre du type de celle qui se déroule aujourd'hui en Ukraine. Il ne faut me croire, mais croyez plutôt le général Christopher Cavoli, général américain quatre étoiles, commandant suprême des forces alliées. Il a déclaré, lors d'un forum suédois sur la défense, en janvier, que l'OTAN s'était montré incapable d'imaginer la portée et l'ampleur des violences se déroulant aujourd'hui en Ukraine. Pensez-y.

Que font les militaires? Nous préparons l'avenir. Nous préparons l'avenir sur la base de ce que nous anticipons. Nous anticipons quelque chose, nous nous dotons des moyens nécessaires pour répondre à cette anticipation. Si nous avons été incapable d'anticiper la portée et l'ampleur des violences ayant lieu en Ukraine aujourd'hui, cela signifie que nous ne sommes pas prêts à y faire face. Nous ne nous sommes pas équipés, nous ne nous sommes pas organisés en conséquence. Nous ne pouvons pas l'affronter. Et ça, c'est un fait.

Une contre-offensive serait actuellement en cours en Ukraine. L'armée ukrainienne dispose de trois brigades tentant de s'emparer de la ville, ou plutôt du village, de Robotyne. Trois brigades. Cela représente 15 000 hommes. Imaginez que l'OTAN mette trois brigades sur le terrain à l'heure actuelle. Ils ne peuvent pas. L'OTAN ne peut pas mettre trois brigades en ligne. Mais imaginez qu'ils le fassent: ils ont

attaqué le village, ils ont été repoussés par les Russes. Donc trois brigades se replient et trois autres prennent position, dans le cadre d'un mouvement de lignes complexe. L'OTAN n'a jamais procédé à un mouvement de lignes à six brigades. Et l'Ukraine le fait sous le feu de l'ennemi. Ils sont en train d'échouer, mais ils y parviennent. (Note de la rédaction: depuis le 8 septembre, Moscou a affirmé avoir retiré ses forces de Robotyne).

L'OTAN, un tigre de papier – dans le Pacifique aussi

La guerre se déroulant actuellement à Zaporizhzhia, à Kherson, à Luhansk, à Donetsk est une guerre que l'OTAN est incapable de livrer. Et le monde entier le sait désormais. L'OTAN est un tigre de papier. Le monde sait que c'est un tigre de papier. Le monde sait que les Etats-Unis ne sont pas en mesure de répondre à leur volonté déclarée de soutenir l'Europe d'une manière ou d'une autre. L'Ukraine a perdu 400 000 hommes au combat, dont 40 000 à 50 000 au cours des dernières semaines. Il a fallu dix ans à l'Amérique pour perdre 58 000 hommes au Viêt Nam, ce qui nous a fragilisés. Pouvez-vous imaginer une situation où l'on demanderait à l'armée américaine de sacrifier 40 000 hommes en deux semaines?

Pouvez-vous imaginer une situation où l'on demanderait à n'importe quelle armée européenne de sacrifier 40 000 hommes en deux semaines? Le fait est que nous ne pouvons plus gagner une guerre actuellement. Nous ne pouvons pas gagner une guerre aujourd'hui en Europe. Nous ne sommes plus les premiers. Nous ne sommes plus le numéro deux. Peut-être même ne sommes-nous qu'en troisième position. Mais c'est là une réalité. Et ce n'est pas seulement en Europe que nous ne pouvons pas l'emporter.

C'est aussi le cas dans le Pacifique. Si vous ne me croyez pas, croyez-en le lieutenant-général Samuel Clinton Hinote. Il était chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air américaine. Il vient de prendre sa retraite. Son travail consistait à élaborer des stratégies. Et ce qu'il a fait ces quatre dernières années, c'est simuler tous les scénarios possibles de conflit entre les Etats-Unis et la Chine dans le Pacifique. Récemment, avant de prendre sa retraite, il s'est rendu au Pentagone et à la Maison Blanche, et a déclaré ceci: «Mettez fin à vos politiques qui nous poussent à une confrontation militaire potentielle avec la Chine. En effet, si un affrontement militaire devait avoir lieu entre les Etats-Unis et la Chine, il n'y aurait aucun scénario possible dans lequel nous serions vainqueurs. Nous perdrons à tous les coups. Et il n'y a rien que nous puissions faire dans l'avenir immédiat pour changer ce résultat. Nous devons changer notre façon d'interagir avec la Chine.»

«L'Amérique perdra»

C'est pourquoi Tony Blinken s'est rendu en Chine en juillet. Vous vous souvenez de ce voyage? Il s'y est rendu en devant passer par trente fonctionnaires chinois avant d'arriver à Xi Jinping – pour y assister à une leçon d'humilité trente minutes durant. La raison pour laquelle il a dû s'y rendre est que les Etats-Unis devaient signaler une pause dans leur politique chinoise: stopper le processus de confrontation. Dans le détroit de Taïwan, un navire américain a failli être éperonné par un navire chinois. Le Pentagone s'est alors posé la question suivante: «S'ils nous frappent, qu'allons-nous faire? On les coule?» Et c'est là que les scénarios commencent: si nous les coulons, ils ripostent, nous allons donc riposter encore, et comment cela se termine-t-il? Eh bien, le général Samuel Clinton Hinote a affirmé que dans tous les cas de figure, il n'y aurait qu'une seule issue possible: l'Amérique perdra.

Telle est aujourd'hui la réalité. On perd parce qu'on n'a pas les moyens nécessaires. Mais personne ne le comprenait avant le conflit ukrainien. Personne n'y croyait. Tout le monde croyait que l'Amérique représentait la puissance militaire suprême dans le monde. Aujourd'hui, les œillères sont tombées. Sur le plan économique, nous sommes numéro deux. Peut-être pourrions-nous conserver cette position,

suite page 9

* Scott Ritter est un ancien officier de renseignement des Marines qui a été en mission dans l'ex-Union soviétique, où il a mis en œuvre des accords de contrôle des armements, et au sein de l'état-major du général Norman Schwarzkopf pendant la guerre du Golfe. De 1991 à 1998, Scott Ritter a été inspecteur en chef des Nations unies en Irak. En 2003, il a vivement critiqué la décision américaine d'entrer de nouveau en guerre contre l'Irak. Il travaille sur des questions relatives au contrôle des armements, au Moyen-Orient et à la sécurité nationale. «Disarmament in the Time of Perestroika» est le titre récent parmi une dizaine de livres du même auteur.

«L'Ukraine, avant et après»

suite de la page 8

peut-être pas. Sur le plan militaire, nous sommes numéro trois. Et qui sait où nous finirons comme ça. Car notre armée est un organisme défaillant. Nous avons dépensé des centaines de milliards de dollars pour un système qui ne produit rien de solide pour la défense des Etats-Unis. Sans parler de la défense de ses alliés.

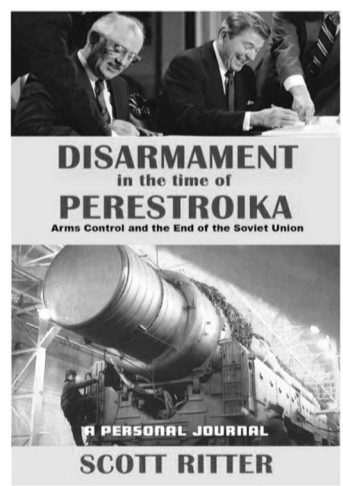
Comment peut-on dépenser 900 milliards de dollars par an et dire que l'on ne peut combattre et l'emporter dans une guerre terrestre en Europe contre l'armée russe qui n'y consacre que 68 milliards de dollars par an? C'est parce que notre système est défaillant. Mais la question est autre.

La situation en Ukraine a tout changé. Avant, l'Amérique était numéro un, du moins du point de vue subjectif. Après le conflit ukrainien, l'Amérique est numéro deux sur le plan économique, numéro trois sur le plan militaire, et c'est une réalité que le monde est en train de reconnaître. Ce n'est pas Scott Ritter qui dit cela dans un groupe restreint de cadres du secteur pétrolier et gazier, c'est Scott Ritter qui dit cela alors que le reste du monde s'en est rendu compte. La Russie le sait. La Russie ne craint plus l'armée américaine. Ce n'est pas qu'elle veuille entrer en guerre contre l'armée américaine, mais la Russie connaît ses moyens. Ils ont été mis à l'épreuve. La Chine le sait également. Quand l'Europe le comprendra-t-elle?

Puisse l'Europe se réveiller!

Quand l'Europe comprendra-t-elle que l'OTAN est un faux prophète? Quand l'Europe se rendra-t-elle compte que l'argent que vous investissez dans l'OTAN est de l'argent gaspillé? Quand l'Europe comprendra-t-elle qu'au lieu de rechercher la guerre, elle devrait rechercher la paix? Il est temps que l'Europe se réveille. Parce que si vous ne le faites pas, vous continuerez à croire au mythe de l'hégémonie américaine, au mythe de la suprématie américaine. Parce que c'est un mythe, il n'a plus de réalité, il n'existe que dans l'esprit des politiciens américains, mais pas dans le mode de fonctionnement du monde d'aujourd'hui. L'Europe doit faire son choix. L'Europe doit décider: accepte-t-elle d'être prisonnière d'une cage qu'elle s'est construite elle-même? Car c'est ce qui se passe. Le monde contourne l'Amérique. Le monde poursuit sa vie en commun avec ses partenaires. Et la spécificité américaine se trouve dans leur rétroviseur, en train de perdre route.

(Traduction Horizons et débats)



Clarity Press Inc., ISBN 978-1-949762-61-7

«Disarmament in the Time of Perestroika» est l'histoire exhaustive de la mise en œuvre du traité FNI signé par Mikhaïl Gorbatchev et Ronald Reagan, dans toute sa complexité, et des efforts déployés par les deux parties pour «faire confiance, mais en vérifiant» ce processus de désarmement historique unique et couronné de succès. Il montre comment deux nations fondamentalement opposées ont pu se rapprocher et débarrasser le monde d'armes qui menaçaient la paix et la sécurité internationales et en fait l'humanité tout entière... (Clarity Press)

«Un récit captivant sur la façon dont les Etats-Unis ont contrôlé l'accord clé ayant mis fin à la guerre froide. Cet ouvrage devrait être lu et assimilé par tous ceux qui s'interrogent sur la manière dont nous pouvons surmonter la course aux armements d'aujourd'hui.»

Jack Matlock, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Union soviétique, 8 mai 2022

Interdire l'utilisation d'armes à l'uranium!

par Srdan Aleksić, Serbie*



Srdan Aleksić (photo ug)

L'uranium naturel est un élément radioactif et toxique composé de trois isotopes: 234 U, 235 U et 238 U. L'uranium appauvri [depleted uranium/DU], qui contient l'isotope 235 U, est un déchet nucléaire. Sa radioactivité est réduite d'environ 40% par rapport à l'uranium naturel, ce qui est l'argument le plus souvent avancé pour justifier la thèse selon laquelle son utilisation à des fins militaires n'entraîne pas l'apparition de cancers. On oublie toutefois que l'uranium naturel et l'uranium appauvri se comportent chimiquement de la même manière et que leur toxicité chimique est la même. L'uranium étant un métal pyrophorique, il brûle après l'explosion d'un projectile UA et forme un oxyde d'uranium toxique qui peut être projeté par un aérosol jusqu'à 40 kilomètres de distance. Parallèlement, du plutonium, hautement radioactif, plusieurs milliers de fois plus toxique et cancérigène, est ajouté à de tels missiles. L'inhalation de ces particules et leur pénétration dans l'organisme par la peau, l'alimentation et/ou l'eau (en raison de la pollution) entraînent de nombreuses atteintes sur la santé ainsi que l'apparition de maladies malignes.

Même 24 ans après la guerre de l'OTAN: le nombre de cancers toujours en hausse

Après 1999 et l'agression de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie et l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri, l'opinion publique mondiale est secouée par un nouveau syndrome – le syndrome des Balkans. Le cancer et la mort de soldats italiens qui ont participé au nettoyage de zones contaminées dans les Balkans dans le cadre de contingents de maintien de la paix ont conduit à la définition de ce syndrome.

Toutes les études sur le cancer en Serbie montrent que le nombre de nouveaux cas diagnostiqués ainsi que le nombre de décès

* Le professeur Srdan Aleksić, docteur en droit, né en mars 1968 à Bustranyë, en Serbie de sud, est avocat à Nis. Il se bat depuis de nombreuses années pour les victimes des bombardements de l'OTAN avec des munitions «DU» suite à la guerre contre la Yougoslavie en 1999. Il représente plus de 3 000 personnes atteintes d'un cancer.

augmentent d'année en année. Le taux de mortalité par tumeurs malignes est passé de 238,8 en 2001, à 305,9 pour 100 000 habitants, en 2017. L'utilisation d'uranium appauvri, la libération de substances cancérigènes et toxiques, la destruction des infrastructures (hôpitaux, écoles, routes) et la dégradation des conditions générales de vie et de l'environnement qui en découle entraînent sans aucun doute une mise en danger de la santé des populations vivant dans les zones bombardées. Vingt-quatre ans après l'agression de l'OTAN, la République de Serbie est confrontée à une tendance à l'augmentation du nombre de nouveaux cas de maladies malignes.

Avec le bombardement de la République fédérale de Yougoslavie, en 1999, par les troupes de l'OTAN, le droit international et les droits humains élémentaires ont été violés à plusieurs reprises. Sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie a été menée une guerre qui, de par ses effets, relève des guerres chimiques et radiologiques. En utilisant des munitions à l'uranium appauvri, les troupes de l'OTAN ont contribué aux effets d'un accident radiologique. Dans le cadre des plus grandes conquêtes scientifiques et techniques de l'humanité, l'OTAN en a détourné la propriété intellectuelle à des fins de guerre et en faveur de moyens de combat ultramodernes. Avec ces moyens, l'OTAN a mené plus de 25'000 attaques avec des avions de combat ultramodernes équipés des armes les plus meurtrières. Elle les a utilisés pour tuer la population civile, pour détruire des objectifs militaires et civils, pour détruire les moyens de travail et de survie de la population, des potentiels économiques et des objets protégés par le droit international. Il convient de mentionner en particulier la destruction de bâtiments, par exemple d'usines chimiques, dont les dommages entraînent une pollution environnementale à long terme et à grande échelle, dont les conséquences sont considérables. Une guerre impitoyable, dont l'objectif est de causer le plus de dégâts possible, est sans aucun doute contraire aux traités internationaux et aux règles généralement reconnues du droit international.

Destruction des ressources disponibles

L'agression ne visait pas seulement la victoire militaire, mais aussi la destruction de toutes les ressources disponibles de la République fédérale de Yougoslavie. Il s'agit d'un concept de guerre dans lequel il n'y a pas de retenue en ce qui concerne les cibles. On s'attaque à tout objectif, à tout ce qui présente un intérêt quelconque pour celui contre lequel la guerre est menée. La limitation de la conduite de la guerre en termes d'actions, d'objectifs et d'autres limites, inscrite dans le droit international, a été totalement

ignorée et marginalisée. L'objectif de l'agression était manifestement de causer un maximum de dommages dans tous les domaines de la vie afin de contraindre la République fédérale de Yougoslavie à capituler.

La déclaration de Saint-Petersbourg de 1868

La déclaration de Saint-Petersbourg du 29 novembre 1868, relative à l'interdiction de l'emploi de certains projectiles en temps de guerre, rappelle que le seul objectif légitime que les Etats doivent poursuivre en temps de guerre est l'affaiblissement des forces armées adverses et que cet objectif serait dépassé par l'emploi de certaines armes augmentant inutilement les souffrances des personnes ne participant pas au combat ou rendant leur mort inévitable. Il ne fait aucun doute que l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri dépasse largement ce seul objectif légal et légitime de la guerre. En raison de leurs caractéristiques, les armes à l'uranium appauvri ne touchent pas seulement les forces militaires de «l'ennemi», mais aussi, par leurs effets secondaires, le reste de la population et l'environnement. Comme ces armes ne peuvent pas être dirigées uniquement vers une cible spécifique, leur utilisation doit être considérée comme interdite.

Ce type de moyens de combat est en outre interdit par le Protocole additionnel I aux Conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux. L'article 35 de ce protocole stipule clairement que dans tout conflit armé, le droit des parties au conflit de choisir les méthodes et moyens de guerre n'est pas illimité. Il est interdit d'utiliser des armes, des missiles et du matériel ainsi que des méthodes de guerre qui causent des blessures ou des souffrances inutiles. Il est également interdit d'utiliser des méthodes ou des moyens de guerre qui sont destinés à potentiellement causer des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel. Selon les données fournies par l'OTAN aux Nations unies, environ 30'000 missiles à l'uranium appauvri ont été tirés sur le territoire du Kosovo et de Metohija, 2'500 missiles en Serbie même et environ 300 missiles au Monténégro. Il s'agit d'une violation massive de l'ensemble du droit international et des normes explicites du droit international de la guerre et du droit international humanitaire.

Les connaissances actuelles permettent de conclure sans aucun doute que les munitions à l'uranium appauvri constituent un moyen de combat dont l'utilisation provoque, en raison de son action chimique, des souffrances excessives et inutiles ainsi que des dommages graves, durables et étendus à l'environnement naturel. Conformément aux dispositions du droit international, son utilisation doit donc être considérée comme interdite.

(Traduction Horizons et débats)

La diplomatie populaire, indispensable dans un monde en mutation

par Yury Starovatykh, Russie*



Yury Starovatykh (photo mad)

Pour le 30^e anniversaire de cette manifestation remarquable je voudrais tout d'abord féliciter tous les participants au forum «Mut zur Ethik»! Malgré l'âge considérable du forum, son agenda est toujours le plus actuel et ses organisateurs restent des défenseurs de l'humanité et s'engagent à croire en l'humanité, malgré toutes les turbulences de la scène internationale. Lorsque je me rappelle notre rencontre lors du forum dans la localité de Sirmach, il y a cinq ans, c'est à nouveau la saveur du pain aux poires que nous avons goûté, les scénarios impressionnants lors de notre l'excursion aux montagnes voisines, mais surtout l'attitude chaleureuse de

* Président de l'antenne régionale de la «Fondation russe pour la paix» à Volgograd, citoyen d'honneur de la ville héroïque de Volgograd, citoyen d'honneur d'Hiroshima.

tous les intervenants qui était palpable, même en parlant des actions barbares perpétrées des Etats-Unis en Yougoslavie – y compris l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri – et surtout à leur inquiétude quant à savoir si la guerre soit nouvellement à notre porte ou non. Je vous remercie pour tous ces souvenirs!

Rien appris de Stalingrad

Je vous parle de la ville de Volgograd, citée russe connue dans le monde entier sous son ancien nom – Stalingrad. A l'âge d'à peine six ans, j'ai été personnellement témoin des horreurs qu'une guerre est capable d'engendrer. Cette année, nous commémorons, pour la 80^e fois, l'événement historique majeur lié à son nom: la fin de la bataille de Stalingrad. Dans la mémoire du monde entier, il s'est gravé le fait que la victoire des troupes soviétiques à Stalingrad a été le tournant décisif de la Seconde Guerre mondiale; que c'est précisément cette victoire qui faisait croire aux gens que le combat résolu et ferme contre le nazisme et le fascisme était une tâche capable de réussir et allait donc s'accomplir. C'est ici, sur les rives de la Volga, qu'a commencé, il y a 80 ans, la marche vers la victoire sur la «peste brune».

A l'époque, on était donc amenés à penser que les procès de Nuremberg s'était achevé sur un résultat sans équivoque – le fascisme étant anéanti, la Bible ayant raison lorsqu'elle disait que «le Bien triomphera sur le Mal» et que la leçon de Stalingrad avait dû être apprise par tous les hommes de bon sens. Hélas que non! Même si le régime communiste sur la Russie – cette épine permanente dans le pied des Etats-Unis et de l'Occident – a disparu depuis longtemps, la majorité des hommes politiques européens sont toujours rongés par la ruée vers davantage de puissance. Ils ne sont pas capables de vivre en paix oubliant à quel point la Russie est grande et immense. Depuis la nuit des temps c'est le pays que l'Occident a considéré étant son ennemi de toujours. La Russie, le pays que les chevaliers livoniens, Napoléon et Hitler ont tous tenté de dépouiller de ses ressources. Et c'est le pays aussi qui a toujours su renvoyer ses envahisseurs là d'où ils étaient partis, avec leurs lourdes pertes – et les nôtres.

C'est le chancelier allemand Otto von Bismarck l'ayant formulé le mieux: «Ne partez

suite page 10

Compositeur, pianiste, chef d'orchestre – et jardinier

Pour le 150^e anniversaire de la naissance et le 80^e anniversaire de la mort de Sergeï Rachmaninoff

par Winfried Pogorzelski

Le compositeur, pianiste et chef d'orchestre russe Sergueï Vassilievitch Rachmaninoff est né le 1^{er} avril 1873 dans le Gouvernement de Novgorod, dans l'ancien empire russe. Il est mort le 28 mars 1943, à Beverly Hills en Californie, où il s'était installé en 1942. L'artiste s'est également arrêté en Suisse, à Hertenstein près de Lucerne, dans la commune de Weggis, au bord du Lac des Quatre-Cantons. C'est là qu'il a passé quelques années pour se consacrer à la composition et à l'entretien de son jardin, lui qui avait dû quitter définitivement sa patrie en 1917. Son œuvre, comme celle de nombreux autres artistes russes, fait partie de la culture européenne.

Son parcours de vie est aussi instable que son œuvre est riche en facettes. Le parcours de Rachmaninoff est marqué par de nombreux changements de lieu, également provoqués par le cours de l'histoire: de Saint-Petersbourg à Moscou, puis en Scandinavie, en passant par Dresde et Rome, pour finalement s'exiler aux Etats-Unis à la fin de la Première Guerre mondiale et pendant la Révolution d'octobre. C'est là-bas où il vécut jusqu'à la fin de sa vie, tout en profitant de séjours réguliers en Suisse. Son œuvre de composition, très variée, se situe entre le symphoniste post-romantique Piotr Ilitch Tchaïkovski et les représentants de la modernité Sergeï Prokofiev et Dmitri Chostakovitch.

Des débuts difficiles

Rachmaninoff passe son enfance dans des conditions familiales difficiles: sa sœur décède en bas âge, ses parents se séparent. Il échoue à l'examen final du Conservatoire de Saint-Petersbourg; mais un membre de la famille parvient à le placer auprès d'un professeur de piano et au Conservatoire de Moscou. Il y réussit son examen, notamment avec un opéra en un acte. Mais cela ne lui ouvre pas encore la voie du succès. Suivent ses premières pièces pour piano et pour orchestre, mais elles ne rencontrent pas d'écho positif, d'autant plus qu'Alexander Glasunov, compositeur et professeur au Conservatoire de Saint-Petersbourg, critique violemment ses premières œuvres et qu'à la même époque, le jeune compositeur se heurte à la désapprobation de Léon Tolstoï lors d'un concert privé.

Premiers succès

Grâce au soutien d'un psychiatre, il reprend confiance en lui. Il s'encourage pour la suite de son travail musical et compose son 2^e concerto pour piano, op. 18, en do mineur, qui reste aujourd'hui l'une des œuvres les plus connues du romantisme tardif et qui sert de mélodie à quelques scènes célèbres de longs métrages. Son mariage avec sa cousine Natalia Akexandrovna Satina (de telles unions n'étaient pas exceptionnelles à l'époque), lui est bénéfique et le conduit sur la



Villa Senar – un centre culturel ouvert au public

«Asseyez-vous sur le canapé de Rachmaninoff, à son bureau ou sur la chaise longue. Dans le studio de Rachmaninoff, jusqu'à 35 personnes vivent la musique de près sur son piano à queue Steinway». C'est ainsi que le public est invité sur la page d'accueil de la Rachmaninoff Foundation. Les musiciens, les étudiants, les élèves, mais aussi toutes les personnes intéressées par la musique, l'architecture et la culture sont les bienvenues. En 2022, le canton de Lucerne a acheté la propriété, un monument culturel de rang national et international. Il en finance également l'entretien. La fondation, créée par le petit-fils de Rachmaninoff, a réussi à reprendre l'ensemble de l'inventaire, à le rendre public aux visi-

teurs, il met même son piano à queue Steinway à leur disposition. Ce dernier est un cadeau de Frederick Steinway pour le 60^e anniversaire de Rachmaninoff, il a notamment joué avec Vladimir Horowitz, âgé alors de 36 ans. Le lieu doit devenir un «centre culturel et éducatif au rayonnement régional et international», comme l'indique le site Internet du canton de Lucerne, ce qui correspond vraisemblablement à la volonté du compositeur. A l'occasion du jubilé, le lieu accueillera diverses manifestations organisées par la Rachmaninoff Foundation, telles que des visites guidées, des classes de maître, des concerts et bien d'autres choses encore. (photo wp)

voie du succès, ensemble avec la direction fructueuse du Théâtre Bolchoï de Moscou, le perfectionnement de son jeu de piano, son activité de chef d'orchestre et enfin, l'accompagnement bienveillant de Piotr Ilitch Tchaïkovski. Des visites dans les villes musicales de Dresde et de Leipzig lui donnent des ailes pour écrire d'autres œuvres comme la 1^{ère} sonate pour piano, op. 28, inspirée du «Faust» de Goethe, et le poème symphonique «L'Île des morts», op. 29, d'après un tableau d'Arnold Böcklin.

Grande Première aux Etats-Unis

En guise de préparation à sa tournée aux Etats-Unis, Rachmaninoff compose le troisième concerto pour piano en ré mineur, op. 30, en 1909. Etant également très populaire, en raison de son très haut niveau de difficulté dans

la tradition du grand romantisme (Franz Liszt, Frédéric Chopin), il exige une performance de pointe de l'interprète, de la première à la dernière note. Le compositeur et pianiste virtuose se voit confronté à un défi extraordinaire: pendant la traversée vers les Etats-Unis, il s'entraîne assidûment sur un clavier muet pour interpréter son concerto au Carnegie Hall de New York sous la direction de Gustav Mahler, un grand moment de l'histoire de la musique! Sa tournée est un grand succès; d'autres tournées suivent en Europe et ailleurs.

Exil aux Etats-Unis ...

La Première Guerre mondiale isole complètement la Russie du reste de l'Europe. L'inflation et les premiers rapports sur les atrocités commises par les bolcheviks contre les propriétaires terriens font craindre le pire à la famille. Elle est chassée de son domaine, qui est pillé et détruit. Peu après, Rachmaninoff profite d'une proposition de donner quelques concerts en Suède pour quitter précipitamment la Russie avec sa famille en 1917, sans se douter que c'est pour toujours. En 1918, ils s'installent définitivement aux Etats-Unis, où il donne des concerts pour se construire une nouvelle existence. Avec le temps, il parvient à soutenir ses collègues musiciens dans son pays par des dons et des envois de nourriture.

Aux Etats-Unis, il cesse de composer parce qu'il lui manque l'inspiration de sa Russie natale. Il ne se sent jamais chez lui dans ce pays étranger: il vit reclus, parle l'anglais de manière imparfaite et ses employés sont originaires de Russie. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il fait parvenir une aide financière à l'Armée rouge. En 1942, Rachmaninoff achète une

maison à Beverly Hills et devient citoyen américain.

... et en Suisse

Pour se rapprocher un peu plus de son pays natal, Rachmaninoff achète un terrain riverain à Hertenstein, en 1930, et se fait construire une villa de style Bauhaus; il lui donne le nom de «Senar», acronyme de «Sergeï et Natalja Rachmaninoff». Il conçoit lui-même l'aménagement du parc et met la main à la pâte en plantant des arbres et en cultivant des roses.

Il a le privilège d'y vivre pendant six ans et de composer à nouveau: Le 11 août 1939, il donne son dernier concert à Lucerne sous la direction du chef d'orchestre suisse Ernest Ansermet; le lendemain, trois semaines avant l'invasion de la Pologne par Hitler; il quitte définitivement l'Europe; il meurt aux Etats-Unis en 1943.

Sur l'œuvre musicale de Rachmaninoff

Rachmaninoff a aussi composé des œuvres dans d'autres genres que ceux déjà mentionnés: de la musique de chambre, des opéras, des œuvres chorales profanes et sacrées ainsi que des chansons. Dans sa musique, les traits de romantisme tardif lui ont valu régulièrement des critiques. On lui a reproché de s'en tenir à la tradition en continuant de miser sur des mélodies accrocheuses et des effets spectaculaires, garants de succès auprès d'un large public. Il n'est pas surprenant que les critiques de la part des représentants de l'Ecole de Schönberg préconisant l'atonalité soient particulièrement violentes, mais certaines critiques venaient aussi d'Igor Stravinski et de Richard Strauss. Avec leurs passages atonaux tempétueux et extrêmement virtuoses, les concertos pour piano n° 2 et n° 3 montrent cependant que le compositeur avait déjà ouvert la porte vers la modernité.

Depuis le temps, Rachmaninoff a trouvé une place de choix dans le répertoire de tous les orchestres, solistes et salles de concert avec son style personnel prononcé et caractéristique. Outre les concertos pour piano mentionnés, la Rhapsodie Paganini, op. 43, et les Variations Corelli, op. 42, jouissent d'une grande diffusion. Ses symphonies sont jouées de plus en plus souvent, et pas seulement depuis le début de l'année anniversaire. Il reste encore beaucoup à découvrir, comme par exemple ses chansons poétiques qui reposent sur la tradition populaire russe. On y reconnaît l'âme russe. Rachmaninoff explique que chaque Russe se sent fortement lié à son sol natal, et il poursuit: «Peut-être en raison du besoin de solitude. Même après avoir quitté la Russie, ma musique s'en est inspirée.»

Pour Paavo Järvi, chef d'orchestre de la Tonhalle de Zurich, et pour Gianandrea No-

Suite page 12



Sergeï Rachmaninoff dans son salon de musique. (photo screenshot)

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédaction

Peter Küpfer

Rédaction et administration

Case postale 247, CH-9602 Bazenhaid

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants
uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'ex-
traits courts et de citations avec indication de la source «Horizons
et débats, Bazenhaid».

Entièrement dans la nature – avec plantes et animaux au cours des saisons

Un manuel phénologique

par Hedwig Schär

Vous êtes-vous déjà trompé une fois en commençant les travaux du jardin trop tôt ou trop tard? Au printemps, tout jardinier passionné ressent des démangeaisons dans les doigts à l'idée de recommencer à jardiner après la pause hivernale. Mais souvent, il y a encore des coups de gel qui menacent d'anéantir tout le travail. Le moyen qui a fait ses preuves consiste à se fier au calendrier ou aux dictons paysans. Mais les saisons ne sont pas toujours régulières, des fois tout fleurit trop tôt, puis trop tard... l'expérience des dernières années montre pourtant qu'on pourrait parfois commencer les travaux plus tôt que dans le passé. Mais quand? Dernièrement, un petit manuel vient d'être publié, il recommande un procédé très intéressant.

Elles indiquent de façon fiable les saisons réelles sur place, ne se préoccupant pas de ce qu'elles poussent à Berne ou à Coire, ni de la date actuelle. Au printemps précoce, le pas d'âne fleurit lorsque le sol a atteint au moins les 6 degrés. C'est un phénomène régulier, chaque année. C'est pour cette raison que le pas d'âne fait partie des *plantes annonciatrices* du printemps précoce. Ainsi, chaque saison jardinière dispose d'au moins une plante annonciatrice typique à laquelle on peut se fier pour les semences et les travaux jardiniers.

Un manuel phénologique

Le livret, conçu de façon attrayante, a été créé par un groupe d'auteurs composé d'une paysanne biologique, d'une autre agricultrice,

auteurs. Ainsi on parcourt les dix saisons, toutes présentées de la même manière.

Le tableau des plantes annonciatrices de toutes les saisons actives est à déplier. Il est favorable que la personne qui prévoit de jardiner se familiarise à ces plantes annonciatrices, afin de les reconnaître dans leur environnement ou, mieux encore, en les observant aisément dans son jardin. Si, dans son jardin, la personne cultivatrice peut observer, par exemple, une épine noire (début printemps), un sureau (en fleur début de la saison estivale et, porteuse des baies, annonçant le début d'automne) et un petit pommier (mûres fin d'été), elle tire déjà de nombreuses informations détaillées de ses plantes annonciatrices. La dent-de-lion fleurie (printemps) est connue de tous et les épilobes se font remarquer lors d'une promenade au printemps précoce. En plein été fleurit la chicorée sauvage avec ses petites fleurs bleues. En plein automne, les feuilles se colorent et elles tombent en fin d'automne. En hiver, la floraison de la rose de Noël signale que l'on a atteint la phase de repos, nécessaire et méritée. Mais l'hiver est reconnaissable même sans plantes annonciatrices. Ainsi, le jardinier sait toujours quand passer à de nouvelles semences et à quel moment un travail jardinier devient écheant.



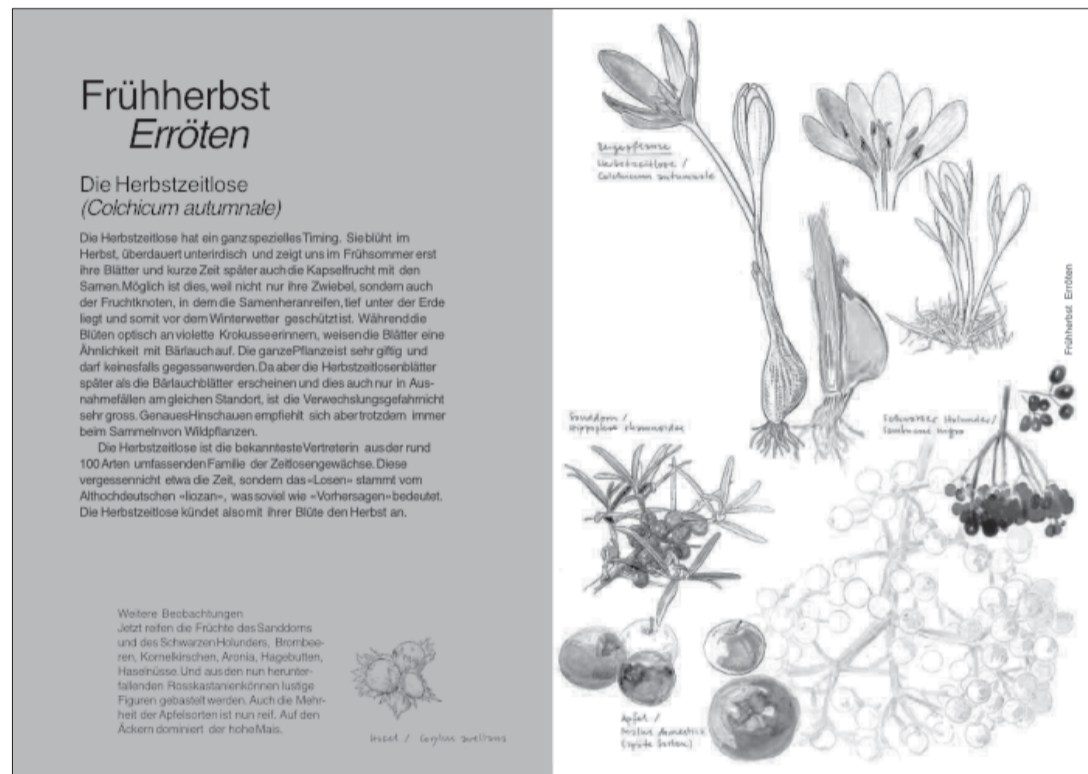
(ISBN 978-3-033-09621-9)

données permettent également de livrer un pronostic exact quant aux risques allergiques.

Renseignements plus exhaustifs pour les passionnés

Le «Manuel phénologique» est donc chaleureusement recommandé à tous les amis du jardinage. Celui qui voudrait creuser le sujet plus profondément peut également consulter le livre «Spriessbürger – Handbuch für den Anbau von Gemüse und Salat in der Schweiz», par *Eveline Dudda et Klaus Laitenberer* (ISBN 978-3-9524524-0-0). Cette œuvre de base de 360 pages est encore plus détaillée et se réfère également aux dix saisons et à leurs plantes annonciatrices.

Avec le livret sympathique présenté ci-dessus, il n'y a donc plus d'obstacle pour commencer à s'orienter dans sa propre vie jardinière selon les stades de ses plantes annonciatrices. La chance se prête pour la prochaine saison de jardinage déjà. Bien sûr, nos propres notes seront très utiles pour les années suivantes. •



(Double page extraite du livre présentant le colchique comme plante annonciatrice)

Phénologie

«Le mot «phénologie» a de quoi nous bouleverser, la prononciation déjà. La science que le mot décrit est cependant très facile à saisir: elle s'occupe de la question de l'influence du temps et du climat sur le développement saisonnier des plantes et des animaux. Les dix saisons phénologiques n'ont pas de dates fixes, elles s'identifient selon les phénomènes qui se manifestent dans la nature.» C'est ainsi que le décrivent les auteurs dans la préface de leur manuel.

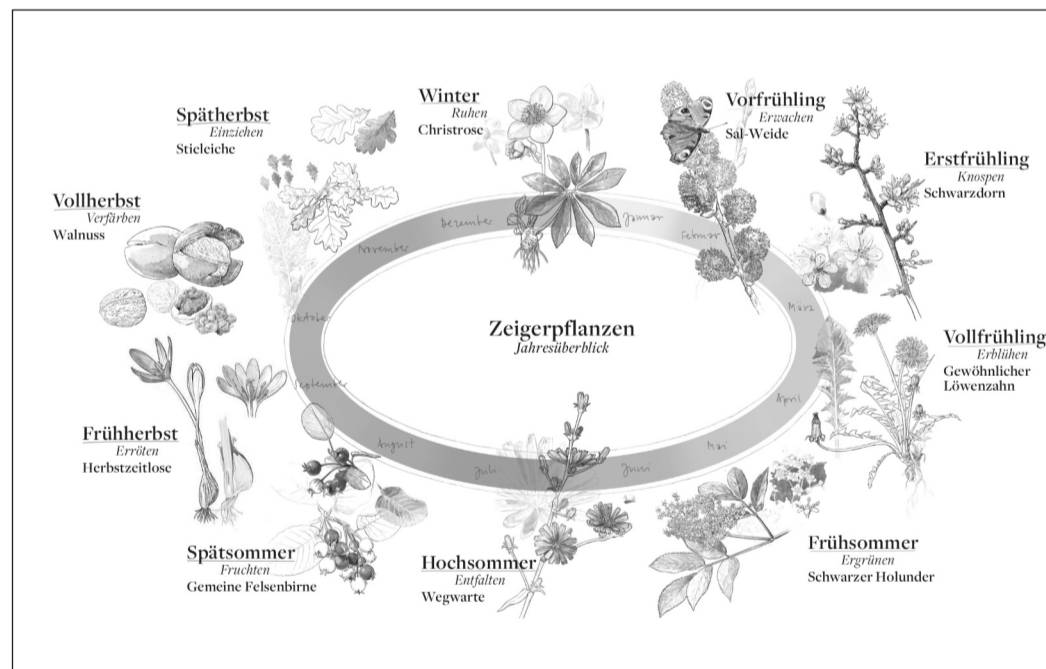
Les dix saisons

C'est l'idée que le jardinier ne se fie pas au calendrier, p. ex. suivre la règle selon laquelle c'est seulement après le 15 mai, une fois Sainte Sophie «la froide» passée, qu'il faut sortir les plantes sensibles dehors. Notamment en Suisse, le climat peut considérablement varier d'un site géographique à l'autre. Il se peut que la neige règne toujours en région montagnarde, tandis qu'en plaine les températures sont estivales. Suivant les caprices temporels, la floraison est avancée ou retardée de quelques semaines. Le jardinier est donc sensé de se fier au stade des plantes qui caractérisent la région.

d'une jardinière, d'une femme spécialiste du voyage, de l'environnement, et de la nature, d'un illustrateur et d'un rédacteur. Il décrit les dix saisons phénologiques. Elles se répartissent en trois saisons majeures, printanière, estivale et automnale tandis que l'hiver nous impose une saison de repos. Chaque saison est décrite sur trois doubles-pages, ce qui donne une bonne vue d'ensemble, en paroles et en images. Les plantes annonciatrices sont présentées sur la première double page. Sur les deux pages suivantes, les auteurs présentent les majeurs travaux à échéance saisonnière. Sur les pages cinq et six, on découvre les animaux actifs dans la saison, sous le titre «découvertes». Chaque page propose des lignes vierges réservées à nos propres observations. Or, l'idée des auteurs est explicite: ils offrent leur livret comme outil plus ou moins personnel aussi, pour nous rendre plus attentifs aux signaux que nous émet notre jardin au cours de l'année. Les dessins sont faits avec passion, très fidèles aux détails, les uns noir et blanc, d'autres colorés en aquarelle. Et pour tous ceux qui n'ont pas le courage de dessiner eux-mêmes, les illustrateurs [...] ont ajouté des esquisses à compléter, comme expliquent les

Le «PhaenoNet»: observations par personnes privées

L'orientation dans les saisons par l'observation de l'évolution de plantes «indicatrices» n'est pas une nouveauté. Depuis 1951 en Suisse, on observe une trentaine de plantes annonciatrices à 160 endroits, en notant leurs états de développement. Le «PhaenoNet» a été créé en 2011. Sur ce site Internet, des classes d'écoles et des privés peuvent échanger leurs observations et dates (s'inscrire sous www.phaenonet.ch). On peut choisir entre 15 plantes à observer. Il est recommandé de commencer avec un ou deux objets d'observation. Les dates ainsi récoltées livrent une vue d'ensemble sur l'état de la végétation et des changements climatiques. Elles sont aussi transmises à Météo Suisse. Ces



(Le cycle annuel des plantes annonciatrices modèles)

«Compositeur, pianiste ...» suite de la page 11

seda, directeur musical de l'Opéra de Zurich, qui présentent un projet Rachmaninoff cette saison, la musique du compositeur sonne particulièrement russe, «peut-être même plus russe que celle de Tchaïkovski», notamment parce qu'elle ne décrit pas des situations, mais raconte une histoire. Durant cette année, Rachmaninoff est au centre de l'attention et le lecteur est invité à partir à la recherche des traces du compositeur et à prêter la plus grande attention à l'interprétation de ses œuvres. •

Sources:
Brachmann, Jan. «Denkmal von nationaler Bedeutung», <https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buehne-und-konzert/rachmaninoffs-villa-in-der-schweiz-denkmal-von-nationaler-bedeutung-17616328.html>
Brachmann, Jan. «Das ist Welterbe», <https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buehne-und-konzert/rachmaninoffs-villa-senar-plaene-fuer-kulturzentrum-in-der-schweiz-18258974.html>

Deutsche Welle: «Sergej Rachmaninoff – Klingt so die russische Seele?», <https://www.dw.com/de/sergej-rachmaninow-klingt-so-die-russische-seele/>
Holz, Susanne. «Die Musik erobert sich Rachmaninoffs Villa Senar in Weggis neu», ds: *Lucerner Zeitung* du 9/05/23

Krellmann, Hanspeter. «Sergej Rachmaninoff Klavierkonzert c-Moll 1901 Moskau», in: Neunzig, Hans A. *Meilensteine der Musik*, Bd. II, Dortmund 1991, pp. 212–214

Ibid. «Sergej Rachmaninoff, Rhapsodie über ein Thema von Paganini 1934, Baltimore», ds: loc. cit., vol. III, pp. 88–91

Lucerne, blogue du département de l'éducation et de la culture, «Rachmaninoffs Villa soll Kulturzentrum werden», <https://blog.bkd.lu.ch/villa-senar-kulturzentrum/>

Lucerne, page d'accueil de la ville: «Rachmaninoffs Villa ist öffentlich zugänglich und kulturell belebt», https://www.lu.ch/verwaltung/BKD/bkd_dienststellen/bkd_hochschulbildung/villa_senar

«Gespräch zwischen Pavo Järvi und Gianandrea Noseda zum Rachmaninoff-Projekt von Tonhalle und Opernhaus», <https://www.nzz.ch/feuilleton/pavo-jaervi-und-gianandrea-noseda-interview-mit-den-musik-dirigenten-ld.1725047>

Pedri, Roberta. «Rachmaninoffs grüne Sommer in der Villa Senar» (film), *SRF 2* (télévision, «Sternstunde Musik»), 2023, <https://www.srf.ch/play/tv/sternstunde-musik/video/rachmaninoffs-gruenella-senar?>

Sarembe, Meinhard. *Sergej Rachmaninoff: Ein russischer Weltbürger*, Hamburg 2023 (Ed. Osburg) *Sergej Rachmaninoff Foundation*, <https://rachmaninoff.ch>

Quelques temps forts en concerts durant l'année du jubilé

- **Jusqu'au 14 janvier 2024:** exposition «Rachmaninoff à Lucerne», Musée Hans Erni, Lucerne, associée à différents concerts des classes de maître de piano de la Haute école de Lucerne, conférences et entretiens; <https://rachmaninoff.ch/wp-content/uploads/hem-rachmaninoff-karte-august-2023.pdf>.
- **8, 10 et 11 novembre 2023, 12 février, 29 et 30 mars 2024:** Festival Rachmaninoff à Zurich, en coopération avec l'Or-

- chestre de la Tonhalle de Zurich et l'Opéra de Zurich; <https://www.opernhaus.ch/tonhalle/>.
- **12 novembre 2023,** 16h15, Stella Matutina, Hertenstein. Le chœur de concert du Schweizer Jugendchor chante des extraits tirés des Vêpres de Sergei Rachmaninoff, Eglise
- **27 novembre 2023:** Tonhalle Zürich, Rachmaninoff, récital de piano, Francesco Piemontesi